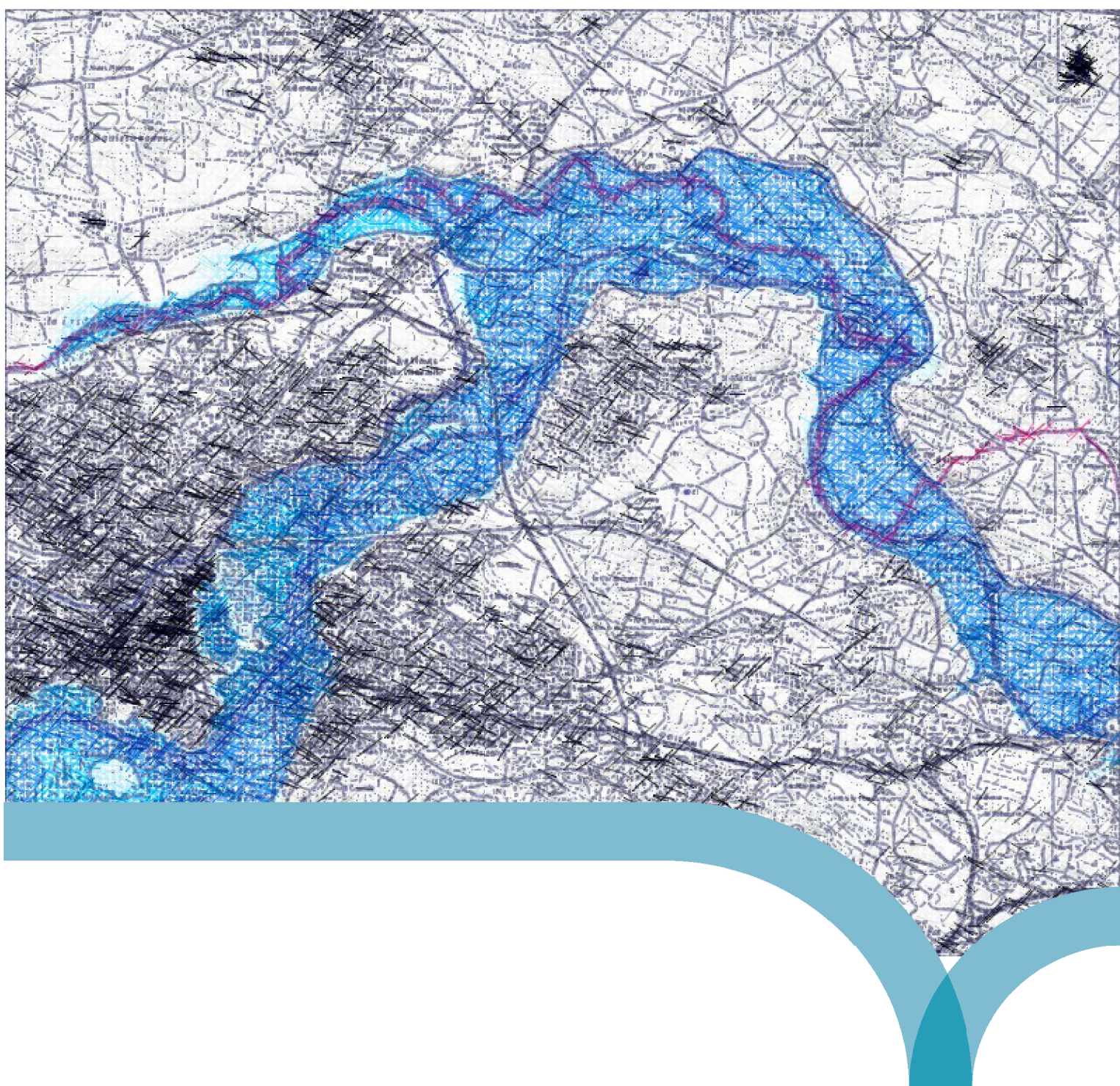


Directive inondation

# Suivi de l'élaboration des SLGRI

## Sites témoins & enseignements



DGPR

# **Directive Inondation :**

## **Suivi de l'élaboration des SLGRI**

**date :** Janvier 2016

**responsable de l'étude :** Sandrine Arbizzi

**participants :** Reine Tarrit, Sandrine Arbizzi (DTER Méditerranée)  
Philippe Gastaud (DTER Est)  
Bruno Landreau (DTER Ouest)  
Valérie Vallin, Didier Felts (DTER Sud-Ouest)

**résumé de l'étude :**

Le présent document constitue un rapport de synthèse du suivi de 3 sites témoins pour l'élaboration des SLGRI. Il donne des éclairages sur les différents contextes territoriaux, acteurs impliqués, état d'avancement, premières difficultés rencontrées et facteurs favorables à l'établissement des stratégies locales.

Complété par l'expérience acquise sur d'autres sites et au niveau national, il propose un premier bilan des enseignements qui peuvent en être tirés à mi-parcours de l'élaboration des SLGRI. Il s'adresse ainsi prioritairement à la DGPR, commanditaire du rapport, et aux services de l'État chargés de la mise en œuvre de la Directive Inondation.

**zone géographique :** Nationale

**nombre de pages :** 28

n° d'affaire : C14MR0058

maître d'ouvrage : DGPR/SRNH



# SOMMAIRE

<b>1 INTRODUCTION.....</b>	<b>4</b>
<b>2 MISE EN PERSPECTIVE PRÉALABLE : OBJECTIFS ET ÉTAT DES LIEUX À L'ÉCHELLE NATIONALE.....</b>	<b>5</b>
2.1 Les Stratégies Locales au cœur de la mise en œuvre de la Directive Inondation.....	5
2.2 Des contextes d'implémentation relativement variés selon les territoires.....	6
2.3 État d'avancement des Stratégies Locales.....	8
<b>3 OBSERVATIONS À PARTIR DES SITES TÉMOINS ET PREMIERS ENSEIGNEMENTS.....</b>	<b>10</b>
3.1 La sélection des sites témoins.....	10
3.2 Présentation des situations rencontrées fin 2015.....	11
3.3 Émergence des SL : premiers leviers et difficultés rencontrées.....	12
3.3.1 Adaptation du périmètre de la SL au contexte local.....	12
3.3.2 Mobilisation progressive des acteurs et des porteurs autour de la SL.....	14
3.3.3 Modalités d'animation et acteurs associés.....	16
3.3.4 Modalités de financement.....	17
3.4 Élaboration des SL : premiers éléments de contenu.....	19
3.4.1 Qualité (suffisance) des informations préalables à l'élaboration des SL.....	19
3.4.2 Cohérence avec le PGRI et ses grands objectifs.....	22
3.4.3 Liens avec le PAPI.....	24
3.4.4 Liens avec le SAGE .....	24
3.4.5 Périmètre de portée des premières dispositions envisagées.....	25
<b>4 PERSPECTIVES.....</b>	<b>26</b>
<b>ANNEXE : PRÉSENTATION DÉTAILLÉE DES SITES TÉMOINS.....</b>	<b>27</b>
Annexe 1 : TRIs de la Meurthe.....	27
Annexe 2 : TRI Est Var.....	27
Annexe 3 : TRI Val d'Authion.....	27
Annexe 4 : TRI Montauban-Moissac.....	27

# 1 Introduction

Après l'évaluation préliminaire des risques d'inondation et la cartographie des territoires à risque important, la troisième phase de la directive inondation consiste à élaborer les Plans de Gestion des Risques Inondation à l'échelle des grands bassins.

Le dispositif français prévoit que les PGRI soient alimentés par des démarches locales, les **Stratégies Locales<sup>1</sup> de Gestion du Risque Inondation**, portées préférentiellement par les acteurs locaux. L'émergence de ces maîtrises d'ouvrage passe par des animations locales, des diagnostics, et l'élaboration de dispositions.

Le contexte d'émergence des SLGRI peut être **très variable selon la typologie des Territoires à Risques Importants** pour lesquels elle vise à réduire les conséquences négatives des inondations : pré-existence de connaissances sur les risques, poids et périmètre des gouvernances dans le domaine de la gestion de l'eau ou de l'aménagement du territoire, pré-existence de démarches de gestion (PPRI, PAPI...), superposition des périmètres de ces démarches et de celui du/des TRI, etc.

Dans ce cadre, la DGPR a sollicité l'appui du Cerema pour le **suivi de 3 sites témoins**, avec une mission de retour d'expérience en vue du prochain cycle de la Directive Inondation.

Le choix des trois sites, effectué à l'automne 2014, a été conduit pour permettre d'étudier des situations de départ différentes :

- 1<sup>er</sup> cas : un site avec des démarches de gestion pré-existantes (PAPI...), voire une gouvernance pressentie favorable pour le portage d'une SLGRI,
- 2<sup>e</sup> cas : un site où les acteurs sont présents mais rencontrent des difficultés à se mobiliser, du fait d'une gouvernance non structurée a priori (ou encore dans le cas d'un manque de démarches pré-existantes)
- 3<sup>e</sup> cas : un site avec absence de structure porteuse pré-identifiée.

Par ailleurs, l'**expérience acquise depuis sur d'autres sites et au niveau national** a permis d'alimenter les réflexions et de compléter les analyses. Ce document en bénéficie directement.

---

1 Par souci de simplicité, l'abréviation « SL » pour Stratégies Locales de Gestion des Risques d'Inondations (SLGRI) sera utilisée dans la suite du rapport.



## 2 Mise en perspective préalable : objectifs et état des lieux à l'échelle nationale

### 2.1 Les Stratégies Locales au cœur de la mise en œuvre de la Directive Inondation

#### ***Rappel du contexte et des objectifs de la SL***

Pour rappel, la Directive Inondation a défini un cadre de travail pour partager les connaissances sur le risque, faire émerger des priorités et élaborer un plan de gestion des risques.

Elle se décompose en plusieurs étapes successives (qui seront renouvelées tous les 6 ans, à l'échelle de chaque bassin hydrographique) :

- l'EPRI, qui a permis de partager un état des lieux.
- l'identification de Territoires à Risques Importants, pour définir les territoires où l'action semblait prioritaire.
- l'approfondissement des connaissances, avec la cartographie des risques sur les TRI.
- la définition d'une politique d'intervention, avec l'élaboration d'un PGRI.
- elle se poursuit actuellement avec la mise en place des Stratégies Locales.

L'objectif de la SLGRI est de réduire les conséquences dommageables des inondations potentielles pour le TRI auquel elle est dédiée. Elle décline localement le plan de gestion (PGRI) et doit être conforme à la stratégie nationale, avec la prise en compte des 3 grands objectifs prioritaires :

- 1. Augmenter la sécurité des populations exposées,
- 2. Stabiliser à court terme, et réduire à moyen terme, le coût des dommages liés à l'inondation,
- 3. Raccourcir fortement le délai de retour à la normale des territoires sinistrés.

La mise en place de la SL a un caractère obligatoire.

#### ***Contenu et portée de la SL***

Tous les éléments de cadrage des SL sont précisés dans la note technique de la DGPR du 23 octobre 2014.

La Stratégie Locale doit s'inscrire dans la continuité des démarches en cours, en complétant ou renforçant les dispositifs de gestion existants, sans se substituer à eux.

Elle nécessite une coordination forte des acteurs par un porteur (animateur) identifié pour obtenir une coopération et des maîtres d'ouvrage pertinents pour réaliser la programmation.

Dans le cas où malgré les incitations il n'y aurait pas de porteur « volontaire », c'est à l'État que reviendrait la responsabilité de porter la stratégie locale.

La SL doit contenir :

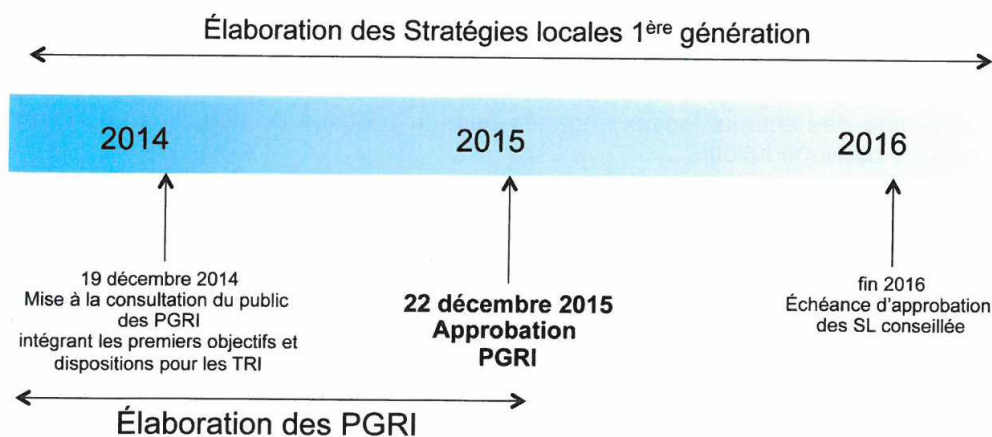
- un diagnostic (issu notamment de l'EPRI et de la cartographie, et autres éléments complémentaires),
- des objectifs fixés par le PGRI, qui peuvent concerner l'ensemble du périmètre de la stratégie,
- des dispositions, pour atteindre ces objectifs.

Les axes de travail de la SL devront s'appuyer sur les grandes orientations du PGRI, avec des objectifs et dispositions portant plus particulièrement sur certains de ces axes.

## Échéance d'arrêt de la SL

L'échéance de principe (conseillée) pour l'arrêt de la SL par le préfet est à ce jour fixée à décembre 2016.

A noter qu'un assouplissement de ce délai peut être consenti si nécessaire (notamment pour l'Outre Mer). La priorité, si tant est qu'elle doive être donnée, est en effet de faire émerger une structure porteuse de la SL, plutôt que de « remplir » le contenu de la SL et de tenir absolument les délais conseillés.



Éléments de planning pour l'élaboration des PGRI et SL. Source DGPR.

## 2.2 Des contextes d'implémentation relativement variés selon les territoires

Les informations remontées au niveau national (via le réseau des correspondants de bassin animé par la DGPR) montrent que les situations sont très différentes selon les bassins et surtout à une échelle infra.

L'émergence puis la mise en œuvre des Stratégies Locales s'effectue donc dans des contextes très variés, notamment selon les 3 points relevés ci-après :

### Variabilité du format des TRI

Si en moyenne les TRI sont composés de 23 communes, ils regroupent entre 1 seule et 141 communes (respectivement pour le TRI de Neufchâteau dans les Vosges et le TRI d'Île-de-France).

Leur taille est donc très variable, et l'émergence d'une stratégie locale se reflète selon les territoires à l'échelle de quelques communes, ou d'un très grand nombre.

A priori on pourrait supposer que le premier cas serait plus favorable à la mise en œuvre d'une stratégie partagée, et le second dans une moindre mesure (difficultés ou lourdeurs d'émergence et d'animation).

Néanmoins, le point suivant semble être d'une plus grande influence sur l'émergence de la SL.

### Le TRI, un « nouveau » périmètre

A l'échelle des territoires, le TRI s'impose dans la majorité des cas comme un nouveau périmètre : il se superpose très rarement sur des périmètres qui ont déjà une réalité sur le territoire : découpage administratif (plusieurs départements ou site transfrontalier...), démarches pré-existantes de gestion, bassin de vie, périmètre d'action d'une structure intercommunale, etc.

Pour mémoire, le choix des périmètres des TRI a été effectué à l'issue des EPRI (Evaluations Préliminaires des Risques d'Inondation dans chaque district hydrographique), selon des « poches

d'enjeux » (que certains universitaires qualifient de "démarche d'ingénieur et pas de géographe"), puis concertation locale.

Les services de l'Etat ont ainsi rencontré des difficultés sur le terrain à rendre ce périmètre concret.

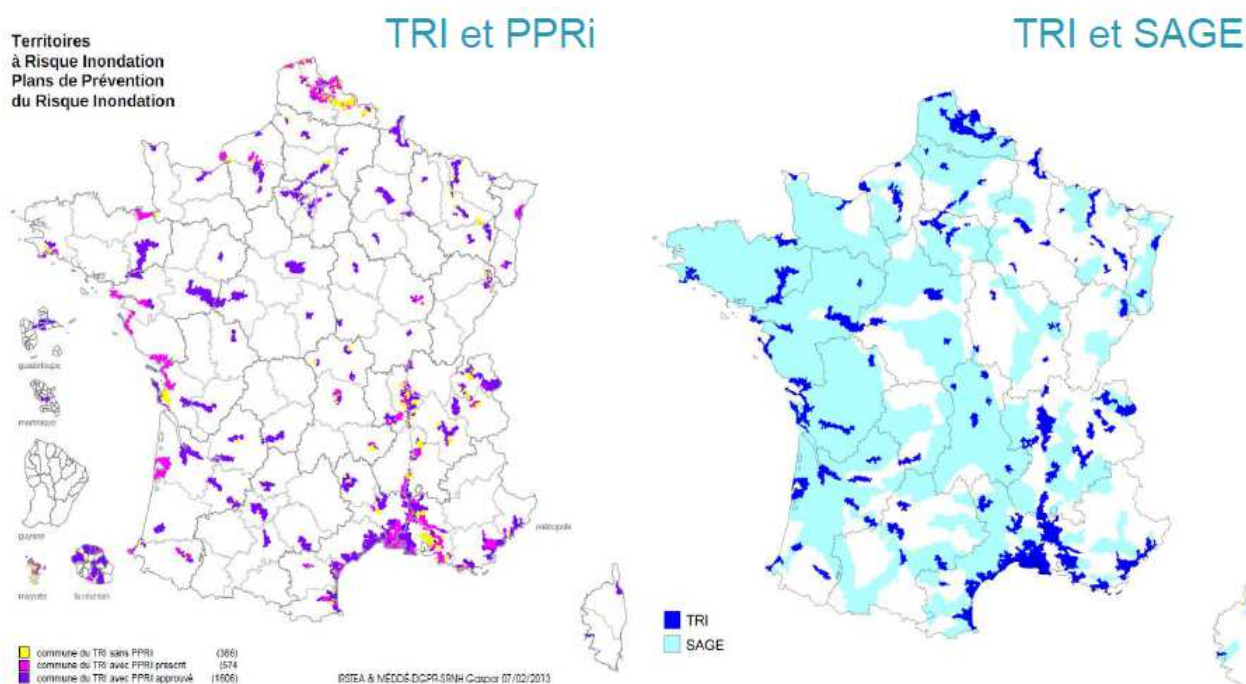
### **Hétérogénéité des démarches de gestion du risque**

L'hétérogénéité des territoires est relativement marquée en termes de démarches pré-existantes (ou non) de gestion du risque :

- PAPI
- PPRI
- SAGE
- Plan Grands Fleuves
- et plus anecdotiquement SDPRNM

L'obligation d'établir une stratégie locale dans ces contextes conduit naturellement à se poser des questions au sujet :

- de la gouvernance, vis-à-vis des structures existantes (EPTB, EPAGE, SMAGE, communauté de communes, parcs régionaux...), de nouvelles mobilisations ou de renforcement du portage de stratégies et d'actions.
- de la plus-value de la stratégie locale dans le paysage pré-existant, de son imbrication, de sa cohérence et complémentarité.



### **Apport ou confirmation de connaissances**

Enfin, dernier point assez directement lié au précédent, les territoires peuvent se trouver dans des situations très différentes selon la nouveauté des connaissances qu'ont pu apporter les phases antérieures de la Directive Inondation : nouvelles connaissances sur le territoire (par exemple relative à l'aléa ruissellement), questionnement et cohabitation de nouvelles / anciennes données sur un même risque...

Entre deux extrêmes, on peut trouver :

- des territoires en partie "vierges" de connaissances, où la DI a mis en évidence les risques,

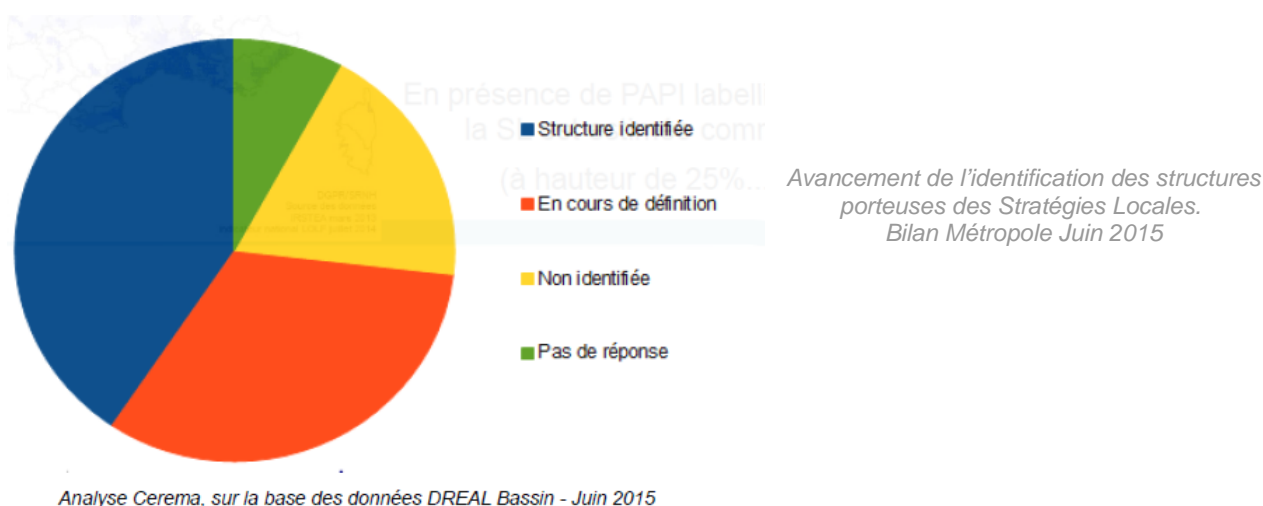


- a permis une prise de conscience du risque et des conséquences négatives sur le territoire ;
- des territoires mieux étudiés où la DI ne fait « que » confirmer les connaissances locales, ou du moins les afficher de manière homogènes.

## 2.3 État d'avancement des Stratégies Locales

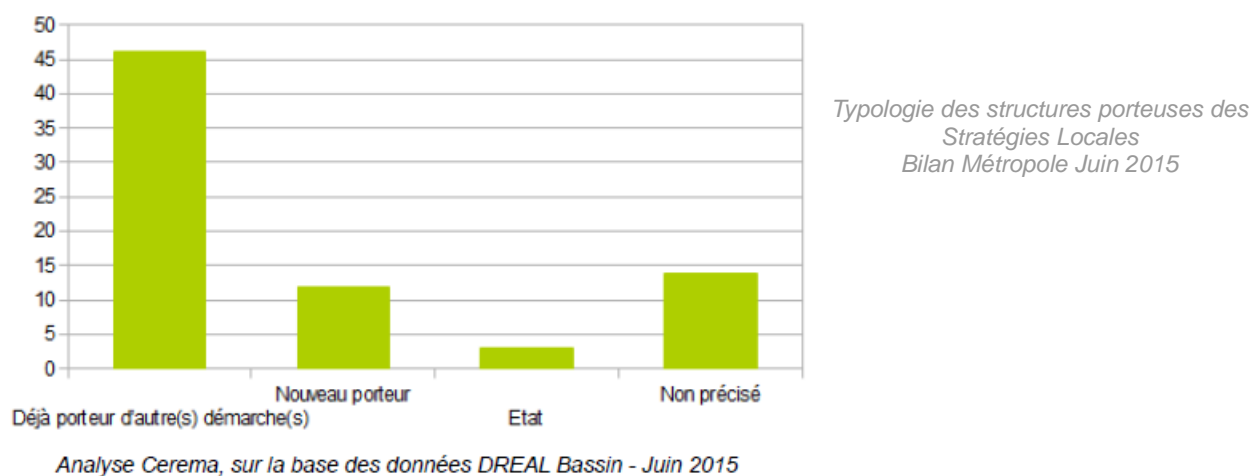
### Identification des structures porteuses

Selon les remontées des DREAL de bassin, le taux de structures porteuses identifiées ou potentielles (en cours de validation) s'élevaient déjà à 75 % en milieu d'année 2015.



### Typologie des structures porteuses

Les futures structures porteuses de Stratégies Locales se révèlent être très majoritairement déjà porteuses de PAPI (Programmes d'Actions de Prévention contre les Inondations) ou de SAGE (Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux).  
Les Parcs Naturels Régionaux complètent la liste des porteurs pressentis.



Les structures porteuses encore « en cours de définition » en juin 2015 relevaient soit de ce même type de structures, soit de communautés d'agglomérations ou de communautés de communes, dont la mobilisation sur le sujet des inondations est récent pour la plupart.

## Discussion sur les territoires concernés par un PAPI et une SL

Il est important de rappeler que l'outil PAPI est antérieur à la Stratégie Locale :

- L'outil PAPI a été lancé en 2002, pour promouvoir une gestion intégrée des risques d'inondations.
- La Stratégie Locale, déclinaison locale de la Directive Inondation, est plus récente (2015-2016).

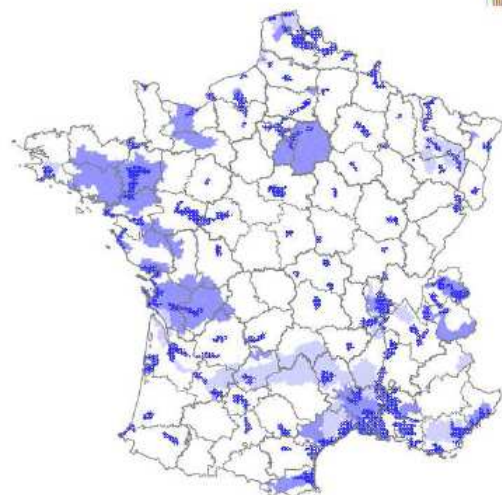
Les TRI doivent faire l'objet d'une SL, mais ne sont pas toujours concernés par un PAPI.

Par ailleurs, certains territoires qui font aujourd'hui l'objet d'un PAPI ne comportent pas obligatoirement un TRI.

Cependant, on observe très clairement au niveau national que la pré-existence de cet outil permet de favoriser l'émergence d'un porteur de la Stratégie Locale, le sujet de la prévention du risque et la gouvernance s'étant déjà en partie mobilisée dans le cadre de l'élaboration du PAPI.

Direction territoriale Méditerranée

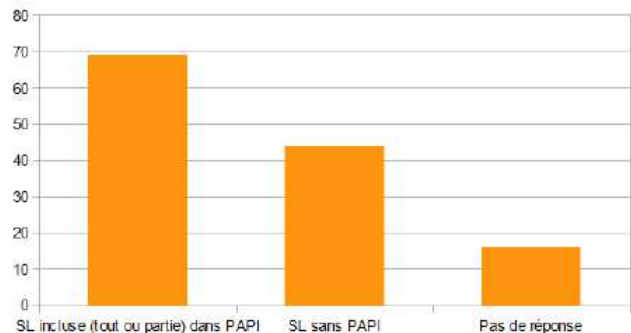
Territoires à Risque Important d'inondation (TRI) et Programmes d'Action de Prévention des Inondations (PAPI)



TRI (2531 communes)  
PAPI complet (4093 communes)  
PAPI d'intention (2273 communes)

DGPR/SRHH  
Source des données  
IRSTEA mars 2013  
Indicateur national LOLF juillet 2014

## Intersection de périmètres SL et PAPI



Analyse Cerema, sur la base des données DREAL Bassin - Juin 2015

En présence de PAPI labellisé ou en cours,  
la SL est estimée comme rédigée  
(à hauteur de 25%...à 90%)

## 3 Observations à partir des sites témoins et premiers enseignements

### 3.1 La sélection des sites témoins

#### ***Rappel des objectifs du suivi***

Capitaliser les leviers et difficultés pour l'émergence et l'élaboration des stratégies locales

#### ***Démarche***

- Identification de 3 sites témoins pour le suivi,
- Analyse croisée des sites,
- Enseignements à consolider auprès d'un panel d'acteurs ressources (DGPR, réseau correspondants de bassin, services locaux...).

#### ***Choix des sites***

- Critère de « représentativité » des sites : gouvernance, démarches de gestion préexistantes, structure porteuse pré-identifiée (ou pas), types de phénomènes...
- Critère d'accord local (DREAL bassin, DREAL, DDT/M).

#### ***Sites identifiés avec la DGPR, selon les situations pressenties à l'automne 2014***

- Cas 1 : Gouvernance a priori favorable : TRIs Meurthe,
- Cas 2 : Acteurs à mobiliser : TRI Est Var,
- Cas 3 : Structure porteuse non identifiée (automne 2014) puis à « deux têtes » : TRI Angers-Val d'Authion.

Les 3 cas ont été respectivement suivis par la DTer Est, la DTer Méditerranée (pilote) et la DTer Ouest.

À ces trois cas pré-sélectionnés, se sont également ajoutés :

- le TRI de Montauban-Moissac, récemment suivi par la Dter Sud-Ouest,
- l'expérience acquise par les réflexions conduites en Pays de Loire (analyse exploratoire par la Dter Ouest),
- et les connaissances nationales acquises par le biais de l'appui auprès de la DGPR (Dter Méditerranée).



## 3.2 Présentation des situations rencontrées fin 2015

Ci-dessous une présentation synthétique des différents cas, dont la situation a logiquement évolué depuis le début de leur suivi :

	<b>Cas 1 : TRIs Meurthe</b>	<b>Cas 2 : TRI Est Var</b>	<b>Cas 3 : TRI Val d'Authion</b>	<b>Cas 4 : TRI Montauban-Moissac</b>
<b>Périmètre</b>	1 SL ↔ périmètre 3 TRI (pressenti)	1 SL ↔ périmètre PAPI+2 EPCI (CA, CC)	1 TRI ↔ 2 sous-SL (secteur endigué, secteur débordant)	Non arrêté 1 SL ↔ périmètre supra-TRI (pressenti)
<b>Outils pré-existants</b>	- 5 PPRi, 1 PSS - 2 PAPI intention - 1 ScoT - SDAGE	- 1 PPRi - 2 PAPI intention - 3 SCoT	- 1 PPRi Absence de PAPI, (ouvrages de protection majoritairement domaniaux)	- 3 PPRi - 1 PAPI intention (non labellisé) - 2 ScoT (un en cours) - 1 SAGE en cours
<b>Structure pressentie</b>	Structure porteuse identifiée :  EPTB volontaire	Structure porteuse en cours de définition :  Co-animation Etat + porteur PAPI + 2 EPCI	Structures porteuses identifiées :  - Sous SL 1 : ETPB Loire - Sous SL 2 : Communauté d'agglo Angers Loire Métropole	Pas de porteur identifié à ce jour  Diagnostic préliminaire à la SLGRI confié au Cerema, porté par préfet et DDT

*Présentation synthétique des cas suivis - Mise à jour Décembre 2015*

La présentation des sites est détaillée en annexe.

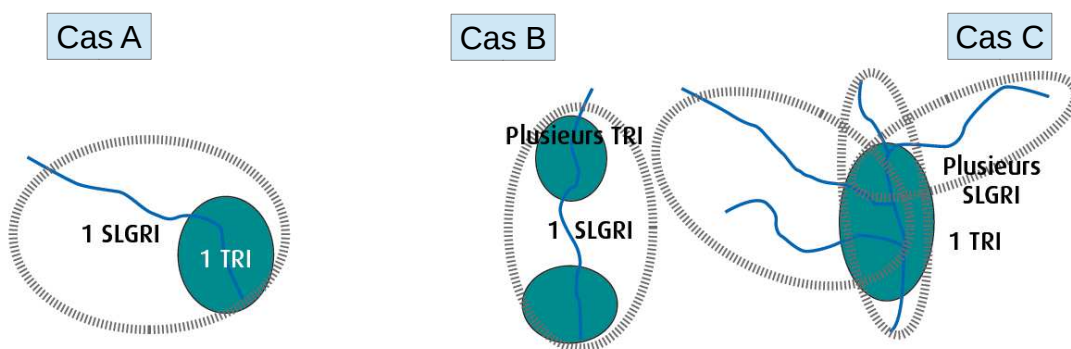
## 3.3 Émergence des SL : premiers leviers et difficultés rencontrées

### 3.3.1 Adaptation du périmètre de la SL au contexte local

#### Périmètre des SL

Il est à rappeler que l'échelle de la Stratégie Locale doit être adaptée au bassin de gestion du risque (bassin versant, bassin de vie par exemple), et son périmètre peut être plus large que le TRI auquel elle est dédiée.

Selon la note technique de la DGPR du 23 octobre 2014, la « règle » est qu'une SLGRI est dédiée à un TRI. On a vu cependant apparaître plusieurs exceptions selon les configurations, avec plusieurs SL pour un même TRI, ou encore une seule SL pour plusieurs TRI.



*Différents cas de figures pour l'établissement des Stratégies Locales, selon les particularités des TRI.  
Source Schéma DREAL bassin Rhône Méditerranée.*

Comme indiqué précédemment (2.2), le périmètre des TRI n'est pas forcément cohérent avec la cartographie de la gouvernance locale, ni avec les périmètres de démarches déjà existantes (PAPI, bassin hydraulique).

Le TRI est basé sur une approche « urbaine », et correspond à un bassin de vie et non pas à un bassin versant. Parfois, le périmètre retenu pour les SL apporte seulement un correctif en ajoutant des communes « oubliées ». Il ressort clairement que les périmètres TRI ne sont pas forcément adaptés pour l'action : ils sont mal compris par les acteurs et fortement remis en cause.

La **règle « 1 TRI – 1 SL » a notamment été adaptée** sur certains des sites témoins, pour mieux prendre en compte les acteurs et les dynamiques en place.

L'encadré suivant présente les différents choix de périmètre sur chaque site témoin.

### TRIs Meurthe (cas 1) : une SL pressentie pour couvrir les 3 TRI.

L'arrêté du préfet coordonnateur de bassin relatif à la liste des SL et leurs périmètres n'a pas été formellement pris. Le périmètre de la future SL de la Meurthe n'est donc pas fixé.

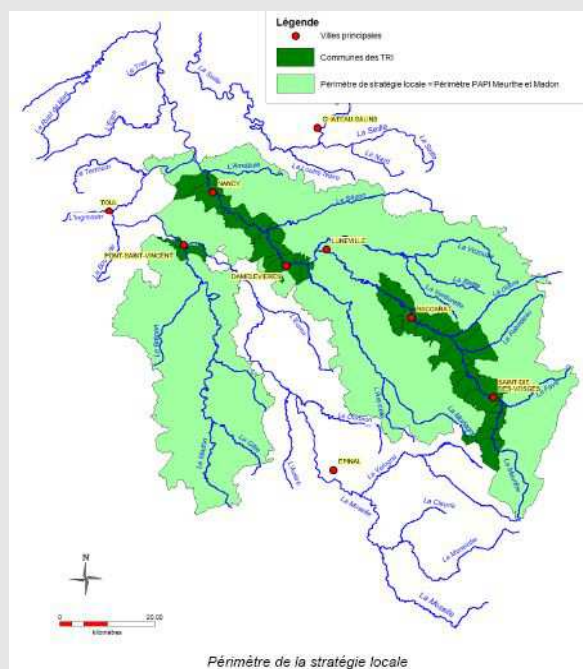
*Analyse du périmètre pressenti :*

Dans le projet de PGRI approuvé par le Préfet de bassin le 30/11/2015, il est prévu une seule SL pour les TRI de la Meurthe et du Madon : Nancy/Damelevières, Saint-Dié/Baccarat, et Pont-Saint-Vincent.. Il y a donc un contenu de PGRI lié à une stratégie pour deux rivières et donc deux bassins différents, qui n'ont pas de lien hydrologique direct (le Madon se jette dans la Moselle à Pont-Saint-Vincent, quelques kilomètres avant que la Meurthe ne rejoigne la Moselle en rive droite).

Pour autant, un PAPI complet est en cours d'élaboration sur le bassin versant de la Meurthe, et un autre distinct sur le bassin du Madon, tous deux portés par l'EPTB Meurthe-Madon. La stratégie de ce PAPI doit être, selon les termes du cahier des charges national PAPI, « cohérente et adaptée aux problématiques identifiées sur le territoire ». Hors les premiers éléments de diagnostic issus par exemple de l'EPRI ou de la cartographie DI démontrent que le Madon est plutôt un territoire rural avec des enjeux

modestes (à l'échelle du bassin Rhin-Meuse et comparativement aux autres TRI), touché par des crues fréquentes ce qui a motivé l'intérêt à agir des parties prenantes. A l'inverse, le bassin de la Meurthe est beaucoup plus vaste, présente des enjeux humains et économiques plus importants touchés par des crues moyennes à rares (en particulier le TRI de Nancy-Damelevières).

*Il semblerait donc que l'adoption d'une stratégie locale telle que nécessaire dans les PAPI nécessite une déclinaison plus fine, par bassin versant, que celle volontairement générale inscrite dans le projet de PGRI.*



### TRI Est Var (cas 2) : une SL élargie au-delà du TRI.

Le périmètre retenu pour la SL a été élargi par rapport à celui du TRI pour se placer dans une logique de bassin versant mobilisant l'ensemble des acteurs en place et s'appuyant sur un diagnostic territorial et des démarches existantes.

Il englobe ainsi l'enveloppe du PAPI et du Syndicat Mixte Argens, de la Communauté d'Agglomération Var Estérel Méditerranée et de la Communauté de Communes du Golfe de St Tropez, soit 87 communes (contre 15 communes pour le TRI).

*Aussi, ce dernier est beaucoup plus parlant pour les acteurs.*

### TRI Angers-Val d'Authion (cas 3) : deux « sous-SL » pour couvrir le TRI.

Le périmètre de la SL correspond à celui du TRI (+ la commune de Cheffe), regroupant ainsi 62 communes réparties sur deux départements (49 et 37). Il concerne 3 sous-ensembles hydrauliques correspondant à deux problématiques d'inondation distinctes (débordement de cours d'eau, val endigué exposé à un risque de rupture). La simultanéité des événements sur la Loire et La Maine peut accroître les risques sur chacun des sous-bassins. Ces deux sous-ensembles présentent des configurations d'aménagement contrastées :

- à dominante rurale sur le val d'Aauthion située en amont d'Angers avec une gouvernance territoriale partagée entre plusieurs EPCI pour la partie de la Loire,
- à dominante urbaine pour l'agglomération d'Angers qui joue un rôle d'intégrateur des différentes politiques sur son territoire. Ce sous-ensemble peut lui-même être décomposé en sous-parties : celle correspondant à La Maine et ses affluents, celle du val de St Jean de la Croix, île formée entre le bras principal de la Loire et le Louet ;

*La complexité résultant de cette gouvernance territoriale éclatée, le nombre important de communes et l'intérêt à maintenir la mobilisation des collectivités initiée en 2013 lors de la concertation sur le TRI d'autre part, plaident pour retenir un périmètre de cette première génération de la stratégie quasi-identique à celui du TRI.*



### 3.3.2 Mobilisation progressive des acteurs et des porteurs autour de la SL

#### **Mise en place de la gouvernance**

L'émergence de la SL est variable d'un TRI à l'autre, en fonction du contexte territorial et partenarial. La Stratégie Locale doit s'inscrire dans la continuité des démarches en cours, en complétant ou renforçant les dispositifs de gestion existants, sans se substituer à eux.

Elle nécessite une coordination forte des acteurs par un porteur (animateur) identifié pour obtenir une coopération et des maîtres d'ouvrage pertinents pour réaliser la programmation.

Dans le cas où malgré les incitations il n'y aurait pas de porteur « volontaire », c'est à l'État que reviendrait la responsabilité de porter la stratégie locale. Dans tous les cas, l'implication des services de l'État semble incontournable pour favoriser l'émergence et l'animation (co-animation avec le porteur ?) de la SL.

La note technique de la DGPR précise la mise en place souhaitable de la gouvernance pour les SL

*L'article L566-8 précise que les « stratégies locales sont élaborées conjointement par les parties intéressées [...] »*

*L'article R566-15 dispose que le préfet de département « désigne les parties prenantes concernées, ainsi que le service de l'État chargé de coordonner l'élaboration, la révision et le suivi de la mise en œuvre de la stratégie locale sous l'autorité du ou des préfets concernés. »*

*L'arrêté du préfet de département conduit à mettre en place un comité de pilotage de la stratégie locale pour accompagner son élaboration.*

*Ce comité de pilotage constitue le noyau opérationnel pour l'élaboration et le suivi de la stratégie locale : il s'agit d'un élément fondamental de concertation, de coordination et de mobilisation des acteurs locaux engagés dans la politique de réduction des conséquences négatives des inondations.*

*Dans le cadre de cette mise en place, les méthodes de suivi de la stratégie locale devront être fixées, notamment pour pouvoir rendre compte des résultats obtenus sur les TRI.*

*Le fonctionnement des comités de pilotage de la stratégie locale sera adapté en fonction du territoire, notamment de sa taille, des moyens des institutions en place et de l'animation d'un porteur volontaire lorsqu'il a émergé.*

*N'étant pas encadré par les textes comme les commissions locales de l'eau, ces comités de pilotage auront un rôle consultatif. Leur avis sera requis à toutes les étapes d'élaboration de la stratégie locale et lors de sa mise en œuvre. Une animation de ces comités de pilotage est donc à prévoir.*

#### **Influence des délais**

En remarque préalable, les délais imposés pour les différentes étapes de mise en œuvre de la DI et pour la prise des arrêtés n'ont pas été forcément favorables à la mobilisation des acteurs. Le manque de temps pour mettre en place les SL risquant d'être contre-productif par rapport au niveau de contenu. Sur certains TRI, l'arrêté sur la SL n'a ainsi pas été pris avant discussion avec les acteurs et mise en consultation du PGRI.

#### **Leviers et freins à la mobilisation des acteurs**

Le fait que les acteurs soient déjà impliqués dans des démarches de gestion des inondations :

- facilite leur association aux réflexions sur la SL
- mais peut questionner sur son portage (et éléments de langage sur la plus-value SL/PAPI)

La mobilisation des acteurs passent par une forte implication des services de l'État (DREAL et/ou DDT selon les cas). Néanmoins, une absence de portage à un niveau politique fort (ou gouvernance complexe) peut très vite bloquer l'émergence des SL.

Éclairage sur la mobilisation des acteurs et la mise en place de la gouvernance sur chaque site témoin :

### **TRI Angers-Val d'Authion (cas 3) : le choix du périmètre de la SL permettant de légitimer les futurs porteurs pressentis**

Les services de l'Etat se sont fortement mobilisés pour faire émerger la structure porteuse.

Ils ont cherché à maintenir l'intérêt des acteurs concertés en 2013 pour l'élaboration du TRI en les réunissant à l'initiative du préfet. Assez vite il est apparu que l'adhésion des parties prenantes serait plus facile en distinguant deux sous-ensembles hydrauliques dont l'une a plutôt une configuration urbaine (vals de Maine) et l'autre rurale (Val d'Authion).

Des réunions de comité de pilotage ont été organisées au 2ème semestre 2014 avec les représentants de ces deux entités.

Le fait de distinguer les deux sous-ensembles hydrauliques a permis à l'agglomération d'Angers de se sentir légitime pour porter la stratégie sur son territoire et l'établissement public Loire comme structure fédératrice de la diversité des territoires adhérents sur le val d'Authion.

L'arrêté inter-préfectoral déterminant le dispositif de gouvernance a été pris en août 2015.

### **TRI Est Var (cas 2) : la mobilisation progressive d'acteurs connus ou émergents**

*Contacts établis durant les phases précédentes :*

Lors de la phase de cartographie des risques, la DREAL a présenté en octobre 2013 aux parties prenantes les éléments issus de la cartographie du TRI, avant la consultation officielle et en présence de la préfecture.

Les acteurs présents ont formulé des doutes sur l'utilité à leur échelle de la mise en œuvre de la Directive Inondation. Pour répondre à ces réactions et aller dans le sens de la simplification administrative, le Préfet de département a suggéré que l'État écrive la feuille de route pour la SL sans associer ou impliquer les différents acteurs et la soumette directement à consultation.

Les principales questions posées sur le thème de la SL du TRI Est Var ont porté sur :

- la possibilité d'étendre le périmètre de la SL au bassin versant ou au SCOT ;
- l'opposabilité de la stratégie locale ;
- l'articulation et la cohérence avec les démarches déjà engagées : le lien avec les PAPI actuels ;
- la gouvernance ;
- le financement associé.

*Démarches engagées pour impliquer les acteurs et amorcer les réflexions SL :*

En juin 2014, la DREAL et la DDT ont réuni les principales structures locales porteuses de démarches existantes, afin de leur présenter le calendrier et d'élaborer une première esquisse des stratégies locales pour chaque TRI (périmètre, objectifs, co-animation).

Pour le TRI Est-Var, étaient représentés : le Conseil Général du Var (porteur initial du PAPI d'intention de l'Argens) et la Communauté de Communes du Golfe de Saint-Tropez (à qui revient le portage et l'animation du PAPI d'intention du Préconil). Les participants étaient principalement des acteurs du domaine de l'eau.

Il est prévu par la suite d'organiser des réunions pour partager ces réflexions avec l'ensemble des acteurs du territoire concernés (communes, intercommunalités, porteurs de ScoT et de PAPI, gestionnaires de milieux aquatiques, SDIS, chambres consulaires...) et d'initier les étapes ultérieures (mise en place et organisation des comités d'élaboration et de suivi).

Par ailleurs, la DREAL a mis en place un groupe de travail régional spécifique à la Directive Inondation dont les deux premières réunions se sont tenues le 8 juillet et le 15 décembre 2014.

Ce groupe de travail a pour objectif :

- d'animer la mise en œuvre de cette directive et motiver les services (DDT) ;
- de relayer auprès des services les actualités ainsi que les cadrages nationaux et relatifs au bassin Rhône Méditerranée ;
- de répondre aux questions posées par les services et de les aider à dépasser les difficultés rencontrées.

*Difficultés rencontrées pour la mobilisation des acteurs :*

Jusqu'ici, les porteurs de démarches existantes, déjà engagés dans l'action, ont été associés aux premières réflexions sans difficulté.

La DDT, mobilisée en priorité sur l'élaboration des PPRI, n'a pas suffisamment de ressources disponibles à mobiliser pour la mise en œuvre de la DI.

De manière plus générale, une des difficultés reste le portage à un niveau politique fort.

*Comité d'élaboration / portage :*

L'Etat se propose de co-animer l'élaboration de la SL afin d'inciter un ou des porteurs à se lancer.

Les acteurs clefs pressentis pour animer le comité d'élaboration de la SL du TRI Est-Var aux côtés de l'État sont :

- le Conseil Général du Var : porteur initial du PAPI d'intention de l'Argens, qui s'impliquerait de manière transitoire avant de laisser la main au Syndicat Mixte de l'Argens ;
- le Syndicat Mixte de l'Argens qui a recueilli la compétence GEMAPI et le portage du PAPI Argens ;
- La Communauté de Communes du Golfe de Saint-Tropez, à qui revient depuis peu le portage et l'animation du PAPI d'intention du Préconil. Très motrice, elle possède les compétences techniques sur les thématiques aménagement et eau.
- La Communauté d'Agglomération Var Estérel Méditerranée qui est principalement compétente en matière d'aménagement.

À ce stade, la DREAL n'a pas encore sollicité directement les co-porteurs pressentis. Il reste donc à officialiser et afficher le portage, avec le soutien du Préfet sur la démarche.

#### *Motivation des acteurs à accepter le portage :*

Les acteurs identifiés étant déjà structurés et impliqués dans des démarches de gestion du risque d'inondation sur le territoire (PAPI), toute la difficulté pour la DREAL sera de les convaincre que la mise en œuvre de la Directive Inondation va leur procurer une plus-value.

### **3.3.3 Modalités d'animation et acteurs associés**

A titre d'exemple pour le bassin Rhône-Méditerranée, la DREAL de bassin a fait le choix de préconiser l'organisation suivante :

La stratégie locale est mise au point et portée par une (ou des) collectivité(s) chef de file, animatrice, qui mobilisera les collectivités concernées et les autres parties prenantes. La gouvernance à mettre en place pour chacune des stratégies locales, doit prévoir :

- une structure animatrice, idéalement une collectivité territoriale, ou un syndicat de bassin versant ou un groupement de ces structures, ou à défaut les services de l'État ;
- un service de l'État coordonnateur, désigné par le préfet ;
- un comité de pilotage composé d'acteurs locaux (collectivités concernées, acteurs en lien avec la gestion du risque, et services de l'État).

Le comité de pilotage constitue la force de proposition des objectifs et des programmes d'actions. Il est le garant d'actions connectées avec les dynamiques et les besoins du territoire. Il est légitime par l'implication et la complémentarité des acteurs, la mutualisation des connaissances et des compétences pour la gestion des risques, et la connaissance du territoire.

Sa composition, qui sera arrêtée par le préfet de département, prendra en compte les structures et instances de pilotage de projets déjà existantes (ex : comité de pilotage de PAPI, Commission départementale des risques naturels majeurs, Commission locale de l'eau dans le cas d'un SAGE, comité de suivi de l'élaboration/révision d'un PPR inondation, comité de pilotage de la cartographie des risques sur le TRI, etc.).

Le comité de pilotage pourra s'appuyer sur un ou plusieurs comités techniques.

Éclairage sur les modalités d'animation envisagées sur chaque site témoin :

#### **TRI Angers-Val d'Authion (cas 3) : des modalités d'animation à définir**

Si le travail de diagnostic a commencé en novembre 2015, avec l'appui d'un chargé de mission recruté par l'agglomération d'Angers et les moyens propres de l'établissement public Loire, les modalités pratiques d'animation de la démarche, tant sur chaque sous-ensemble que dans leur union ne sont à ce jour pas encore déterminées.

#### **TRI Est Var (cas 2) : un projet de comité de coordination départemental des SL**

En parallèle du comité d'élaboration de la SL, il est prévu de mettre en place, au niveau départemental, un comité de suivi et de coordination des deux SL (TRI Est-Var et Toulon-Hyères), qui serait élargi à l'ensemble des parties prenantes.

Un premier projet de liste d'acteurs de différents domaines (eau, aménagement, gestion de crise...) à associer a été établi, il comporte notamment : les communes et EPCI, les porteurs de SCot, les porteurs de PAPI, les gestionnaires de milieux aquatiques, le SDIS, les chambres consulaires...

### TRIs Meurthe (cas 1) : la mobilisation du COPIL PAPI au service de la DI

Dès la labellisation du PAPI d'intention Meurthe en octobre 2012, l'EPTB Meurthe-Madon s'est doté de structures de concertation associant « largement tous les acteurs, afin de les sensibiliser et les convaincre d'une part d'apporter tous les éléments nécessaires aux études, et d'autre part d'engager ensuite les actions qui en découlent ». Ainsi, un COPIL, un COTEC et un GT ont été constitués depuis mai 2013 pour assurer le suivi des études et l'élaboration du PAPI.

Ce COPIL a servi d'instance de discussion et d'échange sur la Directive inondation, le PGRI et plus spécifiquement la stratégie locale du territoire, en accord avec l'EPTB Meurthe-Madon.

Le COPIL est constitué, outre l'EPTB et la DREAL, des 2 DDT, des 2 Chambres d'Agriculture, des CC et CU ainsi que d'une commune hors CC et des 2 fédérations de pêche. Il n'a cependant pas été élargi, comme cela est prévu dans les documents de cadrage de l'élaboration du PAPI, lors de l'adoption des objectifs de la stratégie.

Par ailleurs, les acteurs de la gestion de crise, des réseaux, du monde économique, de la gestion de l'eau sont bien présents dans les instances GTDI et Commission Planification Élargie du Comité de bassin Rhin-Meuse (ils peuvent donc avoir une influence sur les grands objectifs du PGRI), mais ils n'ont pas été sollicités au moment de la déclinaison des stratégies locales.

A noter que le pilotage du COPIL est effectué conjointement par l'EPTB et l'Etat (DREAL), même si les décisions finales concernant le PAPI appartiennent au CA de l'EPTB.

### 3.3.4 Modalités de financement

La structure porteuse a vocation à jouer un rôle de mobilisation et d'animation des collectivités et autres parties prenantes concernées.

Bien qu'à terme elle ne soit pas amenée à assurer la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble des actions liées à l'élaboration ou la déclinaison opérationnelle de la stratégie, ce rôle de coordination et d'animation des acteurs va nécessiter d'engager des moyens humains et financiers.

Cette question a soulevé de manière quasi générale des difficultés initiales auprès des porteurs potentiels. Certains territoires essaient d'envisager des solutions de financement pour l'animation de la SL.

Éclairage sur les éventuelles modalités de financement envisagées sur chaque site témoin :

#### TRI Angers-Val d'Authion (cas 3) : un financement possible des actions via le Plan Grand Fleuve

L'agglomération d'Angers a recruté un animateur de la stratégie sur son territoire (au 01/11/2015) ; la DDT envisage si besoin un appui informel pour lui faciliter l'appropriation des problématiques et des données.

A la connaissance de la DDT, aucun financement n'a été sollicité par l'agglomération pour couvrir cette animation. L'établissement public Loire dispose de moyens basés à Angers qui seront mobilisés sur le sous-bassin Val d'Authion. L'EPL aurait, selon la DDT, sollicité des financements auprès de la DREAL de bassin pour couvrir cette mission.

La DREAL de Bassin a informé que des financements pourront être mobilisés issus du Plan Loire Grandeur Nature pour les actions relevant de la stratégie globale.

Par ailleurs, la recherche de la mise en place d'un programme de financement pour le renforcement des levées domaniales dans le cadre du Plan Loire Grandeur Nature qui sont subordonnés à des co-financements des collectivités bénéficiaires, n'a pas pu aboutir en 2015. Les collectivités ont décliné un engagement sur un programme global sans toutefois écarter la possibilité d'une participation au coup par coup, cette position d'attente étant justifiée par ces collectivités par la mise en place de Gemapi.

#### TRI Est Var (cas 2) : des financements partiels possibles via le Fonds Barnier

La question des moyens et du financement de l'animation de la SL a été posée par les co-porteurs potentiels.

Un financement par l'Agence de l'Eau, dans le cadre de la DI, n'est a priori pas possible. Au mieux, une subvention de 5 % pourrait être consentie via l'élaboration d'un SAGE.

Le Conseil Régional qui finance déjà des actions du PAPI, ne souhaite pas, a priori, subventionner la mise en œuvre de la DI.

Les collectivités auraient la possibilité de se faire financer une prestation d'AMO à hauteur de 50 % par le fonds Barnier. Mais elles ne seront pas forcément enclines à investir les 50 % restant à leur charge.

De son côté, la DREAL PACA a sollicité 25 000 € en BOP Bassin pour aider les services de l'État à la mise en place de chaque SL.

#### **TRIs Meurthe (cas 1) : des financements possibles via le dispositif PAPI**

Comme vu précédemment, l'avancement de la SL sur ce territoire est très directement liée au PAPI d'intention Bassin de la Meurthe, labellisé le 17/10/2012.

La convention-cadre du PAPI Meurthe entre l'Etat, l'Agence de l'eau Rhin-Meuse, et L'EPTB « Entente Meurthe Madon » (signée le 08/07/2013) prévoit la clé de répartition globale suivante<sup>2</sup> :

- 40 % FEDER (subventions de l'Europe)
- 12 % Etat (principalement FPRNM)
- 24 % Agence de l'Eau
- 24 % EPTB

L'État finance l'équipe projet Animation de l'EPTB à hauteur de 25 % sur la période Mi-2013 / 2015. Ce financement est pris sur le BOP 181 (Prévention des Inondations) à hauteur de 100k€ sur trois ans. Il y a donc 300k€ d'auto-financement pour l'animation à la charge de l'EPTB.

A noter que l'EPTB s'est doté d'une AMO (DTEREst) au lancement des études de diagnostic, modélisation et proposition d'aménagement, dans l'attente du recrutement d'un ingénieur modélisateur. Le financement de cet AMO a été pris directement sur l'enveloppe affectée aux études.

---

2 Cette clé de financement explique à la fois le volet très important relatif à l'hydromorphologie dans le PAPI, ainsi que les choix qui ont été opérés en matière de calendrier. En effet, le programme européen (PO 2007-2013) clôture ses comptes au 31/12/2015. Les factures émises après cette date ne pourront bénéficier des crédits FEDER. L'EPTB s'est donc fixé l'échéance de fin 2015 pour disposer des PAPI complets sur la Meurthe et le Madon. Au moment de la rédaction de ce rapport, un retard d'un an environ est estimé pour l'élaboration des PAPI complets, le coût financier de ce retard n'est pas connu précisément mais il concerne la perte de subventions pour les phases de marché restant à valider.



## 3.4 Élaboration des SL : premiers éléments de contenu

Pour rappel, le contenu des stratégies locales sont cadrées par :

- **la note technique de la DGPR du 23 octobre 2014** relative aux éléments de cadrage pour l'élaboration des stratégies locales de gestion des risques (complétant la circulaire du 14 août 2014) ;
- **le Plan de Gestion des Risques d'Inondation du bassin hydrographique** dans lequel se situe le territoire objet de la stratégie, arrêté en décembre 2015.

### 3.4.1 Qualité (suffisance) des informations préalables à l'élaboration des SL

La note technique de la DGPR du 23 octobre 2014 précise que la SL doit s'appuyer sur un diagnostic, bâti à partir des éléments suivants :

- Synthèse de l'EPRI
- Cartographie des surfaces inondables et des risques pour 3 niveaux d'évènements (fréquent, moyen, exceptionnel)
- Analyse complémentaire décrivant par exemple :
  - l'état de la connaissance du risque (atlas, études...)
  - le type d'enjeux exposés
  - le niveau de vulnérabilité du territoire (le cas échéant de manière sommaire)
  - l'état de la gouvernance (acteurs en présence)
  - les outils réglementaires (PPR, PCS, DICRIM, PLU et SCoT, SAGE...) et institutionnels (contrat de rivière, PAPI, plan grand fleuve...) en place ou en projet.

Il ressort que pour les sites étudiés, **la seule synthèse de l'EPRI et de la cartographie n'est pas suffisante** pour bâtir la stratégie à partir d'un état des lieux solide. Le recours à des phases d'analyse complémentaires est dans tous les cas nécessaires.

Selon les sites, les acteurs en présence (avec un fort investissement des acteurs Etat à ce stade) ont identifié le manque d'informations pour parler de diagnostic de vulnérabilité à proprement parler, et ont :

- soit mentionné le besoin de recensement / réalisation d'études de vulnérabilité comme piste d'action de la future SL,
- soit constitué un guide pour aider au diagnostic, dès ce cycle de la DI,
- soit sollicité une prestation pour en réaliser un (sollicitation du Cerema ou appel d'offre<sup>3</sup>),
- soit prévu de s'appuyer sur d'autres démarches en cours pour compléter les informations (PAPI notamment).

Pour mémoire, le partage du diagnostic de vulnérabilité du territoire est important entre services de l'État, collectivités et tous les acteurs concernés par la gestion du risque afin de déterminer les priorités d'actions sur le territoire et de déterminer la structure porteuse de la SL.

Éclairage sur la phase diagnostic de la SL sur chaque site témoin :

**TRI Est Var (cas 2) : mobilisation des apports des phases antérieures de la DI, néanmoins insuffisants pour élaborer un diagnostic satisfaisant de vulnérabilité.**

La cartographie des surfaces inondables par débordement de cours d'eau du TRI Est-Var n'est pas basée sur l'EPRI mais sur des cartographies et études existantes telles que celles réalisées dans le cadre des PPRI ou des PAPI, ou encore des modélisations simplifiées.

3 A noter que certains appels d'offre lancés par des collectivités se sont appuyés sur les anciens travaux du Cerema [DTERMed - Guide Diagnostic de vulnérabilité des territoires aux inondations, 2012], dans l'attente de la sortie du Référentiel de Vulnérabilité annoncé dans la SNGRI.

Les indicateurs EPRI ne seront pas suffisants pour alimenter le diagnostic du territoire. Ils seront également difficilement utilisables pour suivre la mise en œuvre de la SL sur le TRI (hypothèses et modélisations différentes).

*Un des objectifs proposé dans la SL consiste par ailleurs à capitaliser les différents diagnostics de vulnérabilité déjà réalisés sur ce territoire.*

La cartographie des surfaces inondables par submersion marine a quant à elle apporté des connaissances nouvelles, car il n'y a pas encore de PPRL sur le territoire. *La DREAL souhaite repartir de cette base, et l'améliorer par de nouvelles études afin de préciser /affiner l'aléa sur certains secteurs :*

- La cartographie de la crue extrême apporte des éléments de connaissance qui vont notamment être utiles pour définir les actions en lien avec la gestion de crise.
- Celle de la crue fréquente va servir de clef de lecture du territoire et va permettre de hiérarchiser et prioriser les actions.

### **TRI Angers-Val d'Authion (cas 3) : mise à disposition des données détenues par l'État et production d'un guide pour établir le diagnostic**

Les ouvrages de protection ne relèvent que de quelques gestionnaires dont le principal est l'État pour les levées domaniales. L'État est l'acteur principal de la connaissance des enjeux, en particulier pour répondre aux besoins induits par les études de dangers (EDD) ou dans le cadre des missions du référent départemental inondation (RDI). Ce travail d'identification et de qualification des enjeux a été poursuivi par la DDT 49 lors de l'élaboration du TRI en 2013, et depuis pour la révision des PPRi en cours sur La Loire moyenne (données mises à disposition du/des porteurs).

*Par ailleurs le bassin Loire Bretagne a proposé un guide (concerté) sur les attentes pour les trois volets du diagnostic : territorial, des ouvrages et des dispositifs existants. Il permet de cibler plus précisément les attendus des stratégies locales au regard des attendus du PGRI :*

<b>DIAGNOSTIC TERRITORIAL</b>	
<b>A l'échelle de la zone inondable</b>	
Compléter les cartes produites dans la DI avec les enjeux locaux et les enjeux spécifiques identifiés (patrimoine remarquable)	
Apprécier à travers un premier diagnostic, la vulnérabilité intrinsèque des enjeux pour en déduire en fonction des différentes typologies d'inondation, un potentiel d'endommagement, des seuils de dysfonctionnement, des durées d'indisponibilité, ainsi que les populations à évacuer	
<b>A l'échelle de l'agglomération ou du territoire</b>	
Identifier : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les grandes zones fonctionnelles (habitat, emplois, commerces)</li> <li>• les infra routières nécessaires au fonctionnement de ces zones</li> <li>• les infra routières et ferroviaires assurant un trafic important au-delà de l'agglomération</li> <li>• les artères structurantes des réseaux eau potable, eaux usées, électricité, gaz,</li> <li>• les services présents en distinguant ceux nécessaires à la gestion de crise, à la satisfaction des besoins prioritaires, et à un retour rapide du fonctionnement normal du territoire</li> <li>• installations et équipements existants pouvant générer des pollutions notables ou un danger pour la population</li> </ul>	
En déduire, au vu du dysfonctionnement prévisible des équipements, réseaux et services implantés en zone inondable l'impact sur le fonctionnement global du territoire pour différents types d'inondation	
Analyser les fragilités externes des services utiles à la gestion de crise, à la satisfaction des besoins prioritaires des populations, à un retour rapide du fonctionnement normal du territoire et des installations pouvant générer des populations ou un danger pour la population.	
Ces dysfonctionnements sont analysés au regard des dysfonctionnements prévisibles des réseaux, des services en ZI et de la disponibilité des personnels attachés à leur fonctionnement, en lien avec problèmes d'accès et de logement situés en zone inondable	
<b>DIAGNOSTIC DES OUVRAGES DE PROTECTION</b>	
Cartes réalisées pour la DI, à compléter en vérifiant l'exhaustivité	
Exploiter les EDD et qualification des systèmes de protection avec le niveau actuel et le niveau attendus	
Identification des maîtres d'ouvrage et gestionnaires des ouvrages de protection	
<b>DIAGNOSTIC DES DISPOSITIFS EXISTANTS</b>	
Analyse des PPR, PCS, plan ORSEC, Prévision des crues	
Outils d'aménagement à différentes échelles : SCOT, PLU, opérations de requalification	
Préservation des champs d'expansion dans les documents d'urbanisme	
Gestion de l'eau et des milieux aquatiques, entretien des cours d'eau, des ouvrages hydrauliques en lien avec l'écoulement des crues.	

Les plus grandes difficultés concernent les informations relatives aux dys/fonctionnements systémiques du territoire, incomplètes pour décrire et qualifier les différentes vulnérabilités. Par exemple, la connaissance des seuils de dysfonctionnement des différents réseaux (routiers, électriques, de télécommunication) et les territoires, secteurs économiques ou services impactés est encore très insuffisante, malgré les demandes formulées auprès des gestionnaires avec lesquels les contacts ont été engagés par la DDT lors de l'élaboration du TRI. *Cela constitue un frein pour une approche dynamique du territoire et l'évaluation de l'endommagement et des capacités de réaction puis de rétablissement du territoire en période de crise.* Les structures porteuses ont commencé le travail de diagnostic en novembre 2015 et doivent s'approprier et enrichir les données mises à disposition par les DDT.

#### **TRI Montauban-Moissac (cas 4) : lancement d'un diagnostic préalable confié au Cerema.**

La DDT82 a souhaité mobiliser le Cerema (DTER Sud-Ouest) au préalable de l'élaboration de la SL. La mission a notamment pour objectif de dresser un diagnostic afin de prendre la mesure du risque, identifier les priorités d'actions et les zones d'intervention prioritaires. Il constituera un outil d'aide à la décision à destination des acteurs locaux pour éclairer leurs réflexions sur le choix de la stratégie la plus adaptée aux problèmes identifiés et aux contraintes locales.

Il comportera en particulier l'identification des enjeux manquants (réseaux, infrastructures, patrimoine, environnement), l'analyse des ouvrages de protection existants (pertinence et gestion), l'analyse des dispositifs et outils existants de gestion du risque d'inondation, dans le but de juger de l'opportunité de les faire évoluer ou d'en développer de nouveaux.

#### **TRIs Meurthe (cas 1) : l'attente des études du PAPI pour alimenter le diagnostic de la SL.**

Les informations macroscopiques utilisées pour le choix des TRI dans le cadre de l'EPRI ne sont pas assez précises pour être reprises dans le diagnostic de la SL.

Par ailleurs, la phase de cartographie s'est simplement basée sur les cartographies existantes, étant donné qu'une étude globale était en cours dans le cadre du PAPI d'intention Meurthe (à noter qu'il en résulte des zones inondables parfois discontinues et des secteurs « non pris en compte par les cartes de hauteur d'eau » pour les crues moyennes et fréquentes). Les types d'enjeux exposés ont été représentés sur la carte des risques selon les recommandations de la circulaire du 16 juillet 2012 relative à la mise en œuvre de la phase « cartographie » de la DI. Cette approche par croisement de la couche d'aléa et des enjeux ne permet néanmoins pas une évaluation suffisante de la vulnérabilité des TRI au regard des inondations de la Meurthe pour permettre de bâtir un plan d'action.

En revanche, le territoire est concerné par une « étude globale de diagnostic, modélisation et propositions d'aménagements de la Meurthe, du Madon et leurs affluents », sous la maîtrise d'ouvrage de l'EPTB Meurthe-Madon.

Ce marché concerne la partie « Diagnostic de la situation initiale » des futurs PAPI Meurthe et Madon dont la nécessaire modélisation hydraulique des crues. Il s'agit pour les deux bassins en parallèle :

- de réaliser un diagnostic complet du fonctionnement du territoire au regard des inondations et des aspects environnementaux ;
- d'évaluer les conséquences potentielles négatives des inondations sur la santé humaine, l'environnement, les biens, dont le patrimoine culturel et l'activité économique ;
- de proposer différents scénarios d'aménagement au regard de ce diagnostic ;
- d'évaluer sommairement l'impact de ces différents scénarios sur les crues futures.

*Ce diagnostic est donc à l'échelle du bassin versant de la Meurthe qui contient les TRI de Nancy/Damelevières et Saint-Dié/Baccarat. Il tient compte également des inondations par débordement des affluents sur ces TRI.*

Au vu des premiers éléments (rapport provisoire « diagnostic » du 17/06/2015 et du 10/07/2015) transmis sur la Meurthe, le diagnostic sur l'aléa inondation apparaît comme complet et homogène sur l'ensemble du bassin versant. En revanche, les éléments liés à l'évaluation (économique entre autres) des conséquences négatives sont encore incomplets. Le rapport ne permet pas pour l'instant d'avoir une vision globale de la vulnérabilité du territoire, ni des priorités à dégager en termes d'action, ce qui peut en partie expliquer le désarroi des élus devant le choix qui leur est demandé concernant les scénarios d'aménagement (cf. CR COPIL 05/03/2015).

Par ailleurs, il n'est pas prévu de COPIL pour partager et valider le diagnostic de vulnérabilité du bassin de la Meurthe. Pour des raisons d'aides financières limitées dans le temps qui contraignent le calendrier des études, l'EPTB Meurthe-Madon a souhaité axer la concertation sur les propositions d'aménagement.

*Un deuxième marché en cours d'exécution pour l'écriture du PAPI complet devrait permettre en 2016 de stabiliser l'évaluation économique de la vulnérabilité sur le bassin de la Meurthe et de dégager les priorités sur lesquelles le plan d'action devra mettre l'accent.*

### 3.4.2 Cohérence avec le PGRI et ses grands objectifs

L'objectif de la stratégie locale est défini de la façon suivante : « La stratégie locale de gestion des risques d'inondation est dédiée à un territoire à risque important d'inondation (TRI). Elle fixe les objectifs de réduction des conséquences dommageables des inondations potentielles pour ce TRI, en déclinaison du PGRI et de la SNGRI ».

A l'échelle du bassin hydrographique, le PGRI est présenté comme le volet inondation du SDAGE. Il comprend des **dispositions applicables directement aux stratégies locales** qui peuvent être de portée générale ou particulière lorsqu'elles sont liées à la spécificité de certaines parties du territoire.

Éclairage sur les modalités de financement envisagées sur chaque site témoin :

**TRI Est Var (cas 2) : l'occasion d'une nouvelle réflexion à l'échelle territoriale, au-delà des démarches déjà existantes.**

Les objectifs prioritaires de la SL du TRI Est-Var, intégrés au projet de PGRI, sont issus des réflexions de la réunion du 6 juin 2014. Il ne s'agit pas d'un « copier-coller » des PAPI existants.

Les acteurs autour de la table ont échangé sur une base de pistes proposées par la DREAL. Ils sont partis de l'identification des enjeux, des besoins et lacunes du territoire, pour ensuite remonter à des objectifs réalistes.

Ce n'est qu'après cet exercice, que les objectifs proposés pour la SL ont été répartis selon les 5 grands objectifs du PGRI. *Tous les objectifs pré-identifiés pour la SL ont trouvé un cadre dans le PGRI, et inversement, tous les grands objectifs du PGRI ont été déclinés, bien que certains soient plus alimentés que d'autres.* Ces premiers éléments de SL ont été intégrés au projet de PGRI avant sa mise en consultation.

A noter que ce n'est pas nécessairement le cas pour d'autres TRI de la région pour lesquelles le projet PGRI comporte pour le moment une « coquille vide » qui sera complétée après consultation.

**TRI Angers-Val d'Authion (cas 3) : un écho direct aux dispositions du PGRI**

Le PGRI du Bassin Loire-Bretagne comprend dans la version soumise à concertation en décembre 2014, douze dispositions générales (mais relativement détaillées – cf. fiche Annexe sur le TRI val d'Authion) applicables à toutes les stratégies.

Le TRI retient pour le val d'Authion l'objectif de réduire la vulnérabilité en développant une approche globale du risque d'inondation des eaux du bassin de l'Authion en soulignant les 6 dispositions suivantes :

- développer la culture et la connaissance des risques ;
- communiquer sur les risques, diagnostics d'entreprises ;
- aménager l'espace pour ralentir les écoulements ;
- inventaire, préservation et restauration du bocage ;
- inventaire, préservation et restauration des zones d'expansion ;
- mieux connaître pour mieux gérer les zones inondables.

**TRIs Meurthe (cas 1) : Les éléments contenus dans le PGRI...sont-ils suffisants pour constituer la SL?**

Au moment de la rédaction de ce rapport, la SL des TRI de la Meurthe n'est pas connue précisément, au sens de la note technique DGPR du 23/10/2014. Les éléments existant sont « l'état d'avancement des stratégies locales pour chaque TRI » présentés dans le PGRI (Partie D). Cependant, des derniers échanges avec les parties prenantes, *il ressort que la confusion est possible entre éléments présents dans le PGRI et SL proprement dite*, le risque étant que la Stratégie finalement adoptée soit celle du PGRI qui n'a pas été conçu pour cela.

Les 5 objectifs retenus dans le PGRI du district Rhin sont les suivants :

- Favoriser la coopération entre les acteurs (gouvernance locale et coopération internationale)
- Améliorer la connaissance et développer la culture du risque
- Aménager durablement les territoires
- Prévenir le risque par une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau

- Se préparer à la crise et favoriser le retour à une situation normale.

Compte-tenu du décalage de calendrier entre les PAPI en cours et le projet de PGRI, il a été décidé en GTDI du 17/09/2013 de définir dans le PGRI en tant qu'élément de SL « la réflexion du territoire à son stade de maturité » au moment de la rédaction du PGRI (fin 2014). Cette décision a été entérinée par le COPIL Stratégie Locale Meurthe du 02/09/2014.

Au niveau des éléments de SL contenus dans le PGRI, les « objectifs opérationnels » des TRI de Nancy/Damelevière, Saint Dié/Baccarat et Pont-Saint-Vincent, sont les suivants :

- Améliorer la connaissance et la conscience du risque
- Effectuer une surveillance, une prévision des crues et des inondations
- Organiser l'alerte et la gestion de crise
- Prendre en compte le risque inondation dans l'urbanisme
- Réduire la vulnérabilité des personnes et des biens
- Ralentir et écrêter les écoulements

Chacun de ces « objectifs opérationnels » est ensuite décliné en 3 à 5 « dispositions envisagées ».



### 3.4.3 Liens avec le PAPI

L'outil PAPI, apparu en 2002 pour promouvoir une gestion intégrée des risques d'inondations, est antérieur à la Stratégie Locale (2015-2016).

A la différence d'un PAPI, la stratégie locale n'est pas un programme d'actions en tant que tel. Elle a en revanche vocation à être déclinée de façon opérationnelle via un ou des programmes d'actions.

Comme vu précédemment (2.3), la pré-existence de l'outil PAPI permet de faciliter l'émergence d'un porteur de la Stratégie locale.

Le souhait de « laisser vivre » les PAPI lorsqu'ils existent a clairement été affirmé. Néanmoins pour les territoires où des PAPI avaient déjà été contractualisés, la question de l'articulation entre la SL et le PAPI se pose : révision de la « stratégie », complément et articulation avec les démarches pré-existantes.

Éclairage sur les liens envisagés entre SL et PAPI sur chaque site témoin :

#### TRI Est Var (cas 2) :

Deux PAPI sont en cours et les acteurs étant déjà structurés sur ce territoire, l'apport de la stratégie locale peut paraître faible. La SL permet davantage dans ce cas de ré-affirmer et de compléter les objectifs, d'apporter une vision et une cohérence d'ensemble des actions sur le périmètre défini.

Le comité de pilotage des SL au niveau départemental, peut constituer un lieu d'échanges et de mutualisation inter bassins-versants et entre acteurs qui ne se parlent pas habituellement.

L'élaboration de la SL se fera nécessairement en cohérence avec les PAPI.

#### TRIs Meurthe (cas 1) :

Les « objectifs opérationnels » des éléments de stratégie contenus dans le projet de PGRI, reprennent mot pour mot les Axes 1 à 6 du Cahier des Charges PAPI (DGPR, février 2011). Aucune information n'est donnée sur l'absence de l'axe 7 : « Gestion des ouvrages de protection hydrauliques » dans le PGRI, ni dans les CR de COPIL SL de l'EPTB, ni dans les CR de GTDI.

Par contre, il est précisé plusieurs fois que la stratégie PAPI sera celle de la SL, et qu'elle contiendra a minima les objectifs opérationnels du PGRI.

Les dispositions envisagées sont des dispositions qui devront figurer a minima dans les SL. Sans doute que les SL, disposant d'un diagnostic plus complet, pourront alors aller plus loin dans la priorisation des objectifs opérationnels, ainsi que dans les zones géographiques à traiter et les dispositions associées, et ce en fonction du type de crue et du niveau / thème de réduction de vulnérabilité recherché.

### 3.4.4 Liens avec le SAGE

Les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) sont élaborés à une échelle locale par une Commission Locale de l'Eau. Ils organisent la gestion de l'eau et ont notamment vocation à coordonner les actions d'aménagement, de protection de la ressource, d'entretien des masses d'eau et de lutte contre les inondations.

#### TRIs Meurthe (cas 1) :

Il existe deux SAGE dans le périmètre de la SL : un au nord (SAGE Rupt de Mad, Esch, Trey à l'état d'instruction) et un au sud (SAGE Nappe des Grès du Trias Inférieur à l'état d'élaboration). Ces deux documents ne traitent pas des inondations.

Par contre, le lien avec le SDAGE Rhin-Meuse est très fort : les objectifs relatifs à l'amélioration de la connaissance, à la maîtrise de l'urbanisation et à la gestion de la ressource en eau sont directement repris des SDAGE 2010-2015.

### 3.4.5 Périmètre de portée des premières dispositions envisagées

La stratégie locale de gestion des risques d'inondation est dédiée à un territoire à risque important d'inondation (TRI). Elle fixe les objectifs de réduction des conséquences dommageables des inondations potentielles pour ce TRI, en déclinaison du PGRI et de la SNGRI.

Par ailleurs, elle peut éventuellement intégrer **d'autres objectifs de gestion** du territoire élargi au bassin versant hors TRI pour s'intégrer dans les démarches de gestion existantes ou émergentes.

Dans les objectifs affichés par les SL, la question s'est parfois posée de porter « **strictement** » **sur le TRI ou de s'appliquer de manière plus large** au territoire.

Éclairage sur les cas rencontrés sur chaque site témoin :

#### **TRI Est Var (cas 2) :**

Les premiers objectifs proposés dans le PGRI portent sur l'ensemble du périmètre de la SL, et aucune distinction n'a été faite pour des objectifs spécifiques au TRI.

#### **TRIs Meurthe (cas 1) :**

Le périmètre de portée des objectifs opérationnels contenus dans les éléments de SL du PGRI portent tous sur l'ensemble du périmètre de la SL. Seule une disposition (élaboration ou révision de PPRI) est réservée aux « TRI ou secteurs à enjeux ».

## 4 Perspectives

### **Premiers enseignements**

Ce rapport met pour la première fois en perspective différentes situations rencontrées sur le territoire français dans la « dernière » étape du 1<sup>er</sup> cycle de la Directive Inondation : l'élaboration des Stratégies Locales.

Les éléments ont été directement observés et analysés grâce à la participation des services de l'Etat (DREAL et DDT/M) et du Cerema sur les quatre sites témoins, et complétés à partir des tableaux de suivi nationaux périodiquement alimentés par les DREAL de bassin pour le compte de la DGPR.

La variabilité des situations et des déclinaisons locales mise en évidence s'explique d'une part par **l'hétérogénéité des contextes territoriaux** (en termes de gouvernance et de niveau de gestion du risque), et d'autre part par le **cadrage national sur les Stratégies Locales** qui fournit des orientations aux services pour la déclinaison locale, tout en permettant une certaine souplesse (notamment en termes de périmètre ou de délais) pour s'assurer de trouver une structure porteuse qui se sente légitime à animer la future stratégie.

L'appropriation de la maîtrise d'ouvrage de l'animation de la démarche sera en effet un **gage de vitalité future de la Stratégie Locale** et de motivation pour les différentes parties prenantes afin de définir et mettre en œuvre ses objectifs.

### **Perspectives**

Les enseignements présentés dans ce rapport **méritent d'être complétés** par les observations des DREAL de bassins (par exemple) et autres personnes ressources dans cette phase d'élaboration des stratégies locales. Les leviers et difficultés rencontrés seront particulièrement utiles à partager pour diffuser les bonnes pratiques dès ce cycle de la DI, et à terme permettre d'améliorer le cycle suivant.

D'autre part, de nouvelles contributions et observations du Cerema viendront alimenter cette première analyse avec une sollicitation grandissante d'appui technique par les DREAL ou DDT/M en 2016.

Par ailleurs, l'analyse des enseignements tirés de la mise en œuvre des Stratégies Locales **méritent d'être poursuivie**, car nous n'en sommes qu'à mi-parcours (approbation des SL prévue fin 2016).

Si les évolutions ont été majeures depuis le lancement de cette phase, avec l'identification de près de 3 porteurs potentiels sur 4 des Stratégies Locales, grâce à la forte implication des services de l'État notamment, de nombreux efforts sont encore à fournir pour co-construire des stratégies locales qui engagent les différents niveaux de responsabilité dans la gestion du risque d'inondation et permettent une mise en œuvre adaptée aux enjeux locaux de chaque TRI.

D'un **point de vue technique**, le cahier des charges PAPI 3 et le futur Référentiel de Vulnérabilité (dont la présentation est pressentie en juillet 2016 à la Commission Mixte Inondation) auront sans doute vocation à compléter la boîte à outils dont disposent les parties prenantes pour l'élaboration des Stratégies Locales.

## **Annexe : Présentation détaillée des sites témoins**

**Annexe 1 : TRIs de la Meurthe**

**Annexe 2 : TRI Est Var**

**Annexe 3 : TRI Val d'Authion**

**Annexe 4 : TRI Montauban-Moissac**

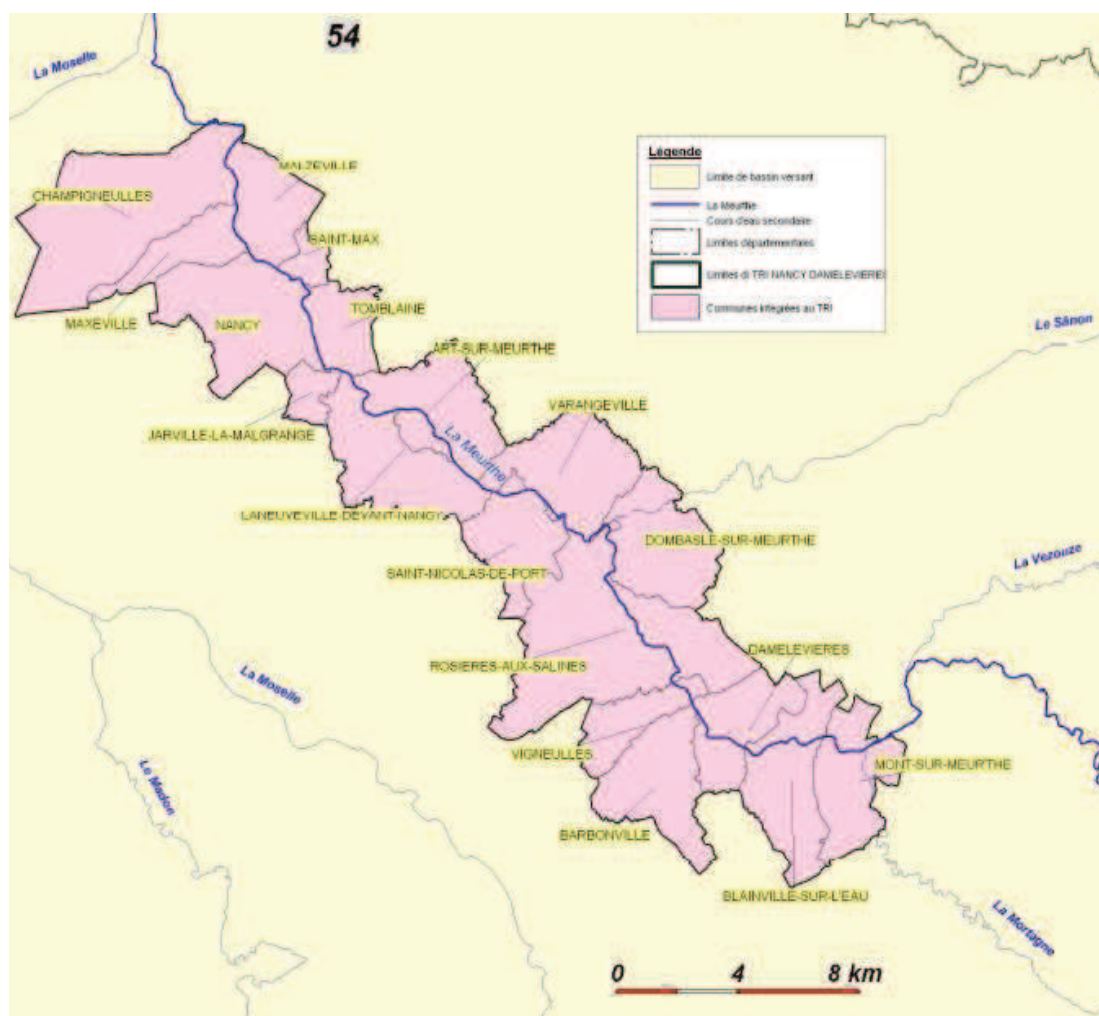
## Fiche synthétique de présentation du site témoin BV Meurthe

### Périmètre du BV

Le bassin versant occupe une surface de 3085 km<sup>2</sup>, il comporte 2 TRI : Nancy/Damelevières et Saint-Dié/Baccarat. Une seule SLGRI est prévue pour les deux TRI.

#### Communes au sein des TRI :

**TRI de Nancy/Damelevières** (18 communes) : Art-sur-Meurthe, Maxeville, Barbonville, Mont-sur-Meurthe, Blainville-sur-l'eau, Nancy, Champigneulle, Rosière-aux-salines, Damelevières, Saint-Max, Dombasle-sur-Meurthe, Saint-Nicolas-de-port, Jarville-la-Malgrange, Tomblaine, Laneuveville-devant-Nancy, Varangeville, Malzeville et Vigneulles.

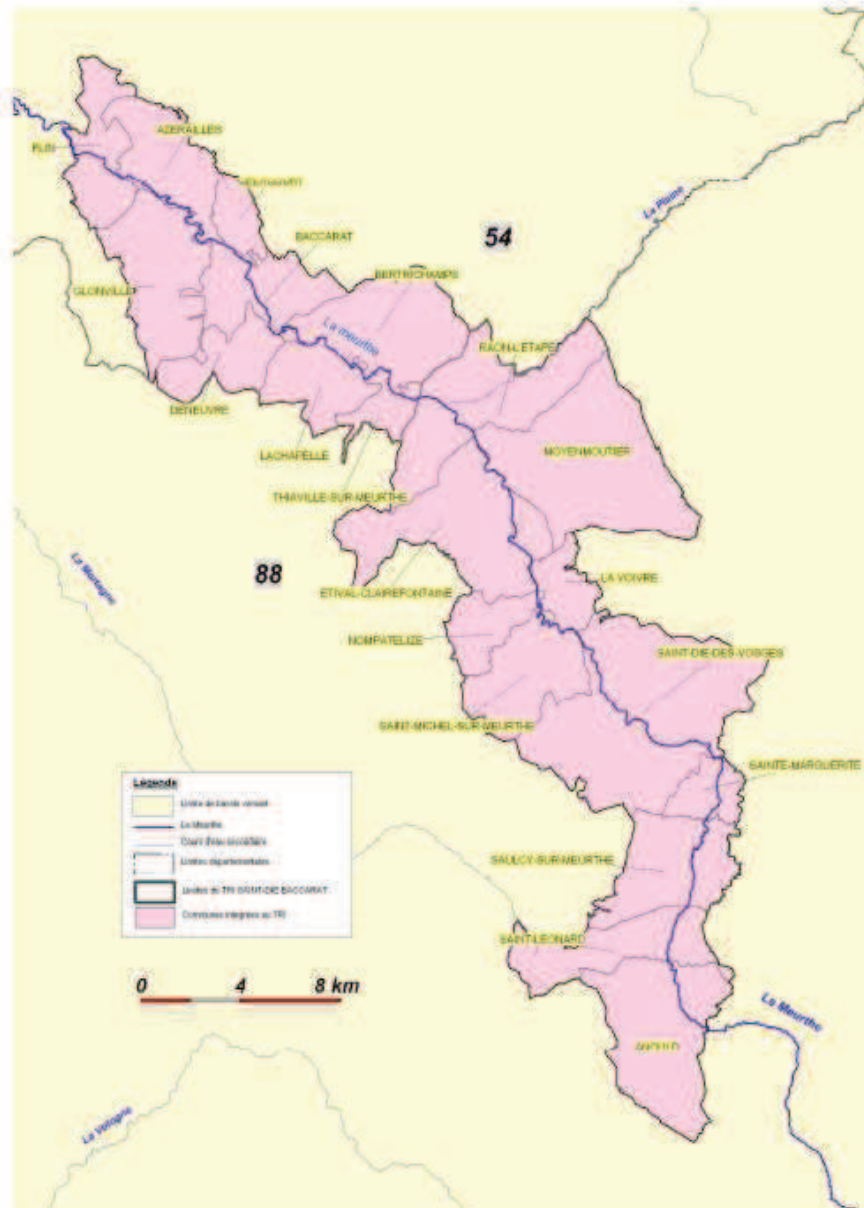


#### TRI de Nancy-Damelevières

Carte extraite du rapport TRI



**TRI de Saint-Dié/Baccarat** (20 communes) : Azerailles, Etival-Clairefontaine, Baccarat, Moyenmoutier, Bertrichamps, Nompattelize, Deneuvre, Raon-l'Etape, Flin, Saint-Dié-des-Vosges, Gelacourt, Saint-Léonard,



Glonville, Sainte-Marguerite, Lachapelle, Saint-Michel-sur-Meurthe, Thiaville-sur-Meurthe, Saulcy-sur-Meurthe, Anould, La Voivre.

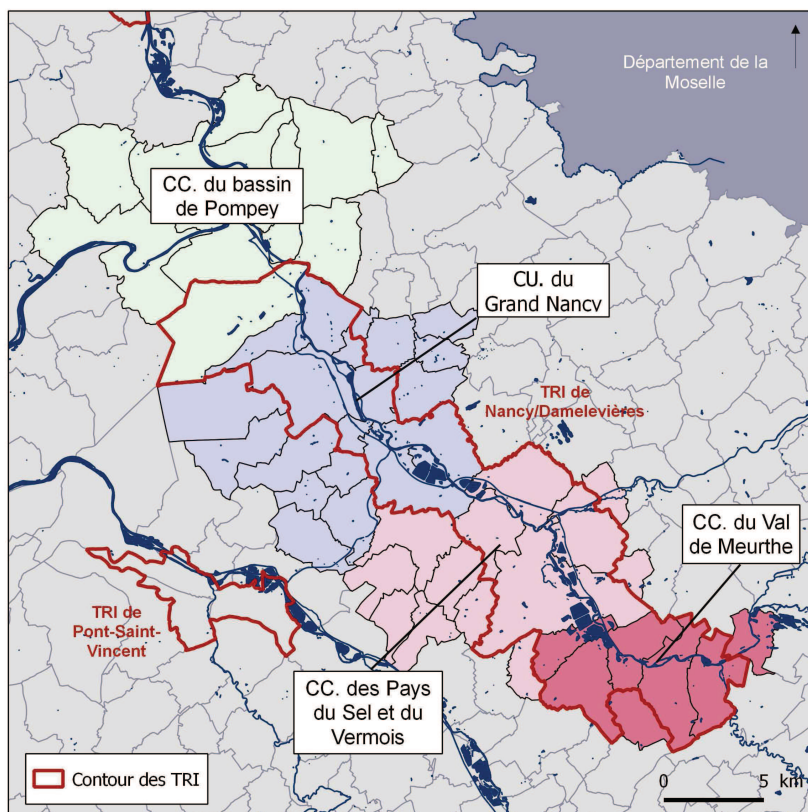
**TRI de Saint-Dié/Baccarat**  
Carte extraite du rapport TRI

### Intercommunalités au sein des TRI :

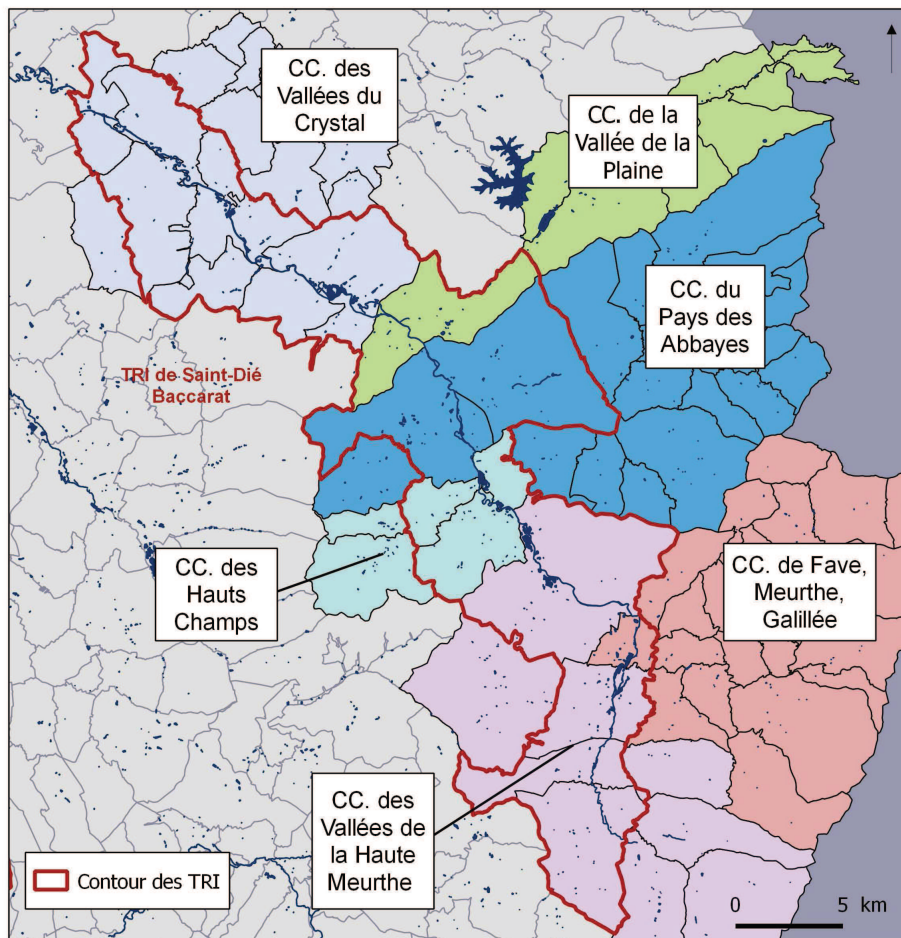
**TRI de Nancy/Damelevières** : Communauté de commune du Bassin de Pompey, Communauté urbaine du Grand Nancy, Communauté de Communes des Pays du Sel et du Vermois. Communauté de communes du val de Meurthe

**TRI de Saint-Dié/Baccarat** : Communauté de communes des Vallées du Cristal (Meurthe et Moselle), Communauté de communes du Pays de la Plaine (Vosges), Communauté de communes du Pays des Abbayes (Vosges), Communauté de communes des Hauts-Champs (Vosges), Communauté de communes des vallées de la Haute-Meurthe (Vosges), Communauté de communes Fave, Meurthe et Galilée (Vosges).

### Cartes des EPCI sur le territoire du TRI de Nancy/Damelevières :



Carte des EPCI sur le territoire du TRI de Saint-Dié/Baccarat :



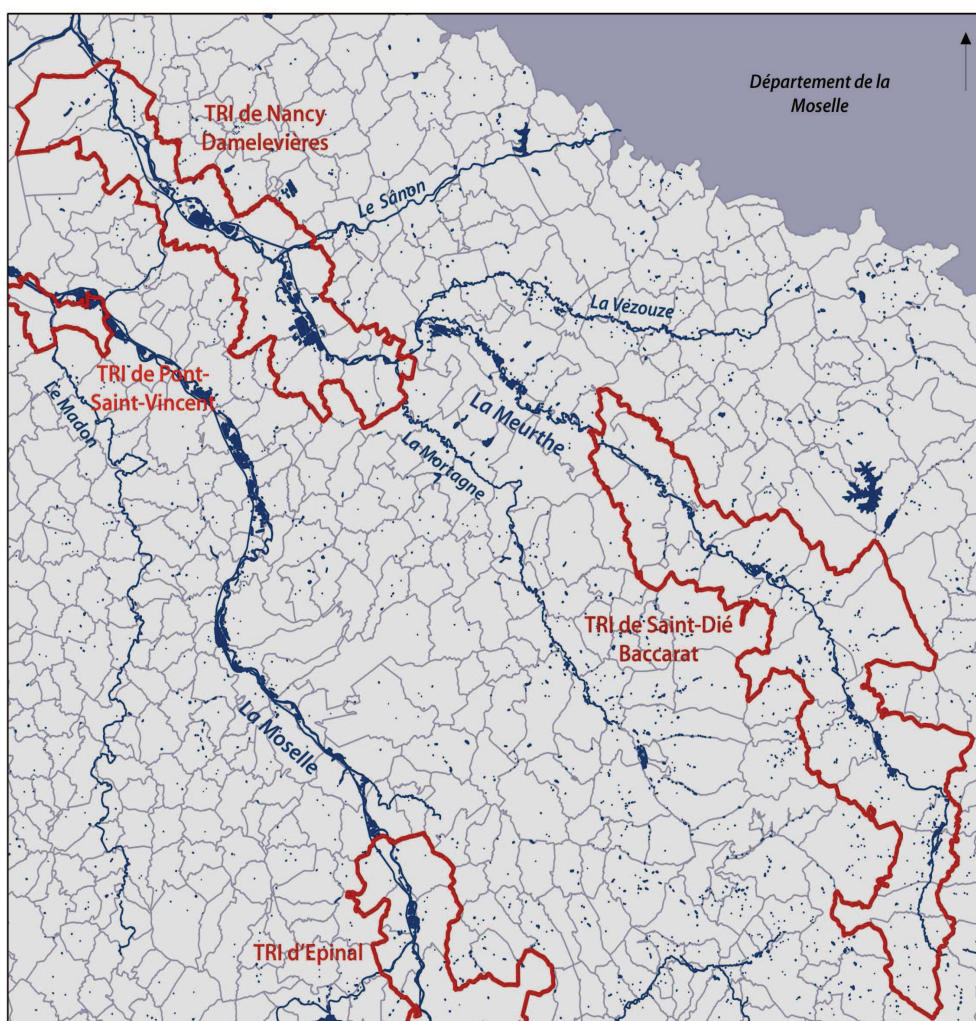


## Caractéristiques du territoire

- Forts enjeux sur la communauté urbaine du Grand Nancy
- Présence des bassins de décantation de sel en lit majeur – enjeux économique pour la région lorraine
- Plusieurs enjeux touristiques de rayonnement régional et national : Nancy, Baccarat, Lunéville

## Type d'aléa

**Débordements de cours d'eau** crue lente de la Meurthe pour les deux TRI. Possibilité de crues rapide sur certains affluents



## Principaux événements récents

- Inondation d'avril et de mai 1983 : (Meurthe et Moselle)
- Inondation de février 1990 : crue océanique (en particulier sur le TRI voisin d'Epinal)
- Inondation d'octobre 2006 : crue océanique d'automne (Meurthe et ses affluents)

## Population et emplois exposés au risque

### Données issues de l'EPRI

TRI	Nombre de personnes dans l'EAIP	Nombre d'emplois dans l'EAIP
Nancy/Damelevières	68240	47616
Saint-Dié/Baccarat	25537	16360

## Démarches en cours en lien avec la politique de gestion des risques d'inondation

### Aménagement du territoire :

SCoT Sud 54 ( ou SCoT sud Meurthe et Moselle) approuvé en décembre 2013 il compte 476 communes sur un territoire de 4 200 km<sup>2</sup>

### Gestion des milieux aquatiques :

SDAGE Rhin-Meuse

### Prévention des risques d'inondation :

- **PPRI/PSS (Extrait du rapport de présentation des TRI )**

#### Pour le TRI de Nancy/Damelevières :

Le PPRI Meurthe et affluents du 15/12/2010 concerne les communes du TRI Nancy- Damelevières suivantes :

Art-sur-Meurthe, Barbonville, Blainville-sur-l'Eau, Damelevières, Dombasle-sur-Meurthe, Laneuveville-devant-les-Nancy, Rosières-aux-Salines, Saint-Nicolas-de-Port, Varangéville, Vigneulles.

Le PPRI Meurthe CUGN approuvé le 27/2/2012 couvre les communes du TRI Nancy-Damelevières suivantes :

Jarville-la-Malgrange, Malzéville, Maxéville, Nancy, Saint-Max, Tomblaine,

La commune de Mont-sur-Meurthe et la commune de Champigneulles sont couvertes par le PPS de 1956, basé sur la crue de décembre 1947.

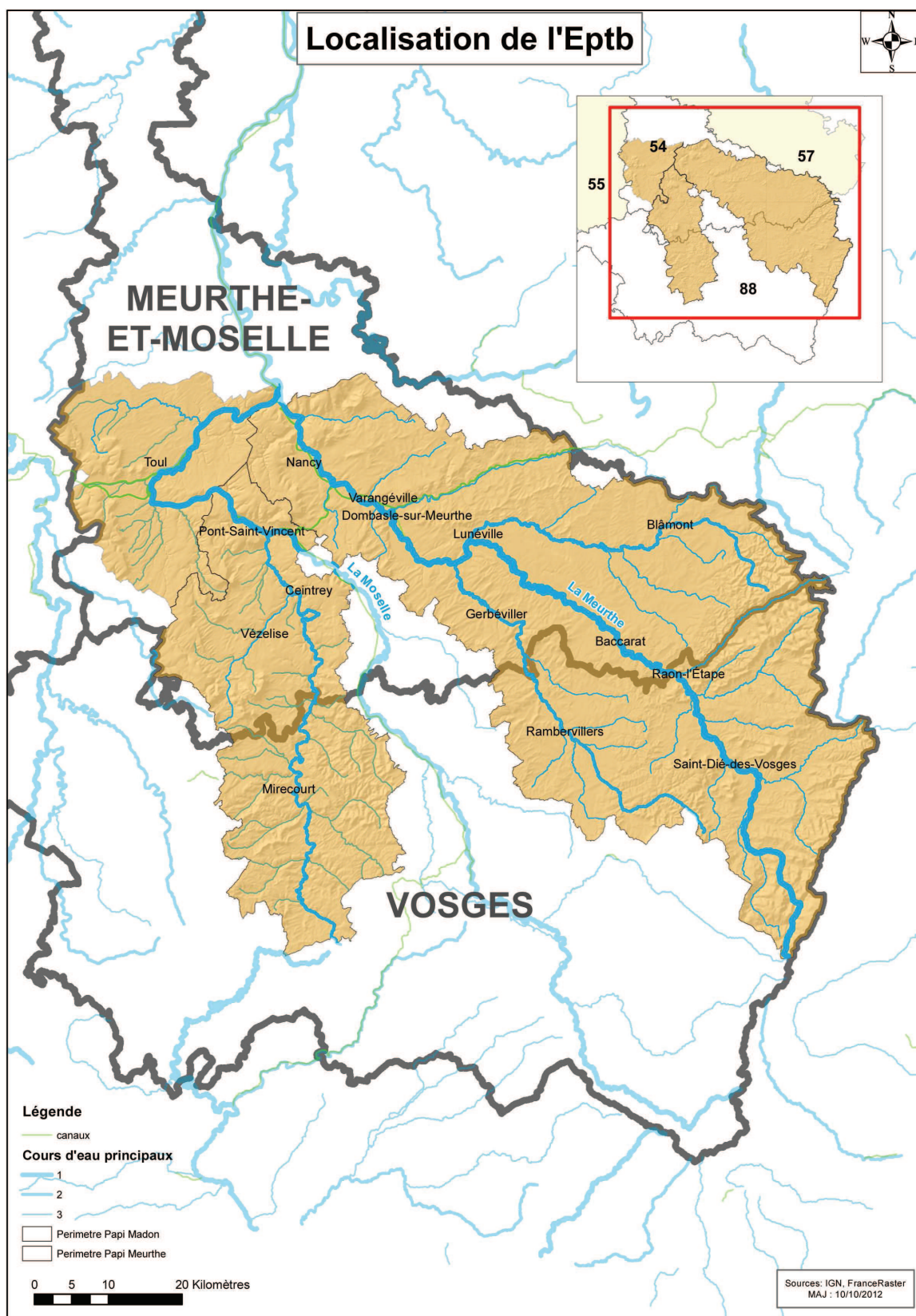
#### Pour le TRI de Saint-Dié Baccarat,

Les communes du département de Meurthe-et-Moselle sont couvertes par le PSS de 1956 (communes de Azerailles, Baccarat, Bertrichamps, Deneuvre, Flin, Gelacourt, Glonville, Lachapelle, Thiaville sur-Meurthe),

les communes du département des Vosges sont couvertes par le PPRI "Meurthe" du 24 décembre 2010 (communes de Anould, Etival-Clairefontaine, Moyenmoutier, Nompattelize, Raon-l'Etape, Saint-Dié-des-Vosges, Saint-Léonard, Sainte-Marguerite, Saint-Michel-sur-Meurthe, Saulcy-sur-Meurthe, La Voivre)

- **PAPIs d'intention Meurthe et Madon** : deux PAPI d'intention portés par l'EPTB Meurthe-Madon.
- **PAPIs complets en cours de réalisation Meurthe et Madon** : ici encore portés par l'EPTB Meurthe-Madon. Le projet de PAPI devrait être terminé pour septembre 2015.





### **Principaux acteurs concernés par la gestion du risque d'inondation**

- 38 communes des deux TRI
- EPCI : communauté de communes + communauté urbaine du Grand Nancy
- Les CG de Meurthe et Moselle et des Vosges
- Syndicat mixte du Sud Meurthe et Moselle ?
- Les différents gestionnaires des milieux aquatiques : EPTB Meurthe-Madon

### **Périmètre pressenti pour la SLGRI**

Il est envisagé de ne définir qu'une seule stratégie locale de gestion des risques d'inondation (SLGRI) pour ces deux TRI.

## Fiche synthétique de présentation du site témoin TRI EST VAR

### Périmètre du TRI

#### Communes :

Châteaudouble, Cogolin, Draguignan, Fréjus, Gassin, Grimaud, La Motte, Le Muy, Les Arcs, Puget-sur-Argens, Roquebrune-sur-Argens, Saint-Raphaël, Sainte-Maxime, Trans-en-Provence, Vidauban.

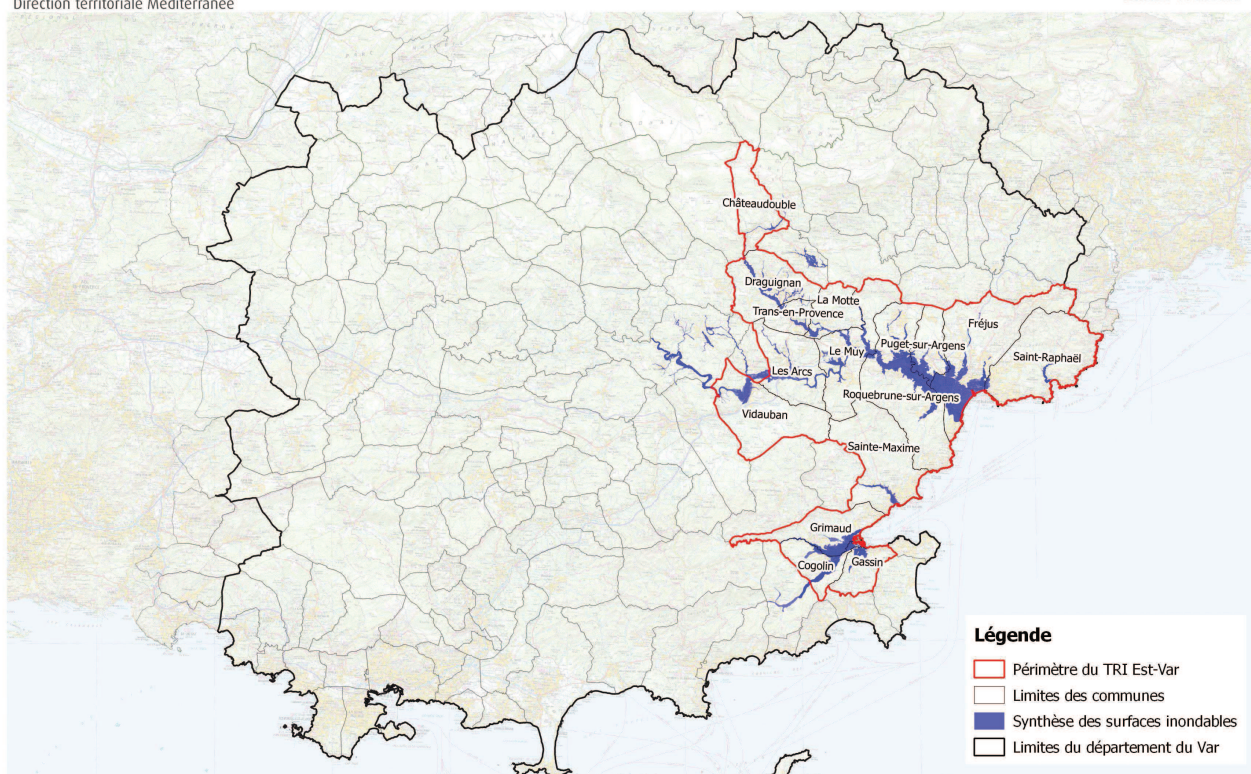


Direction territoriale Méditerranée

#### Suivi sites témoins SLGRI

Situation et périmètre du TRI Est-Var

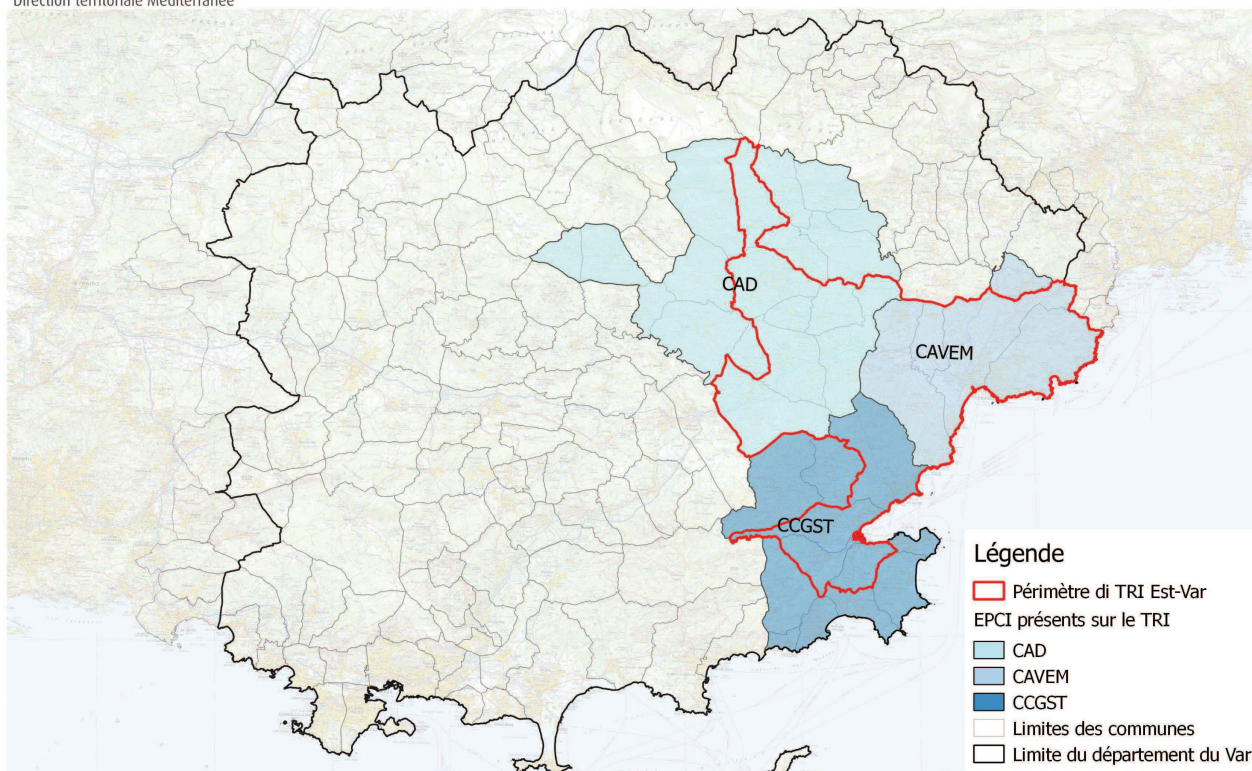
Echelle: 1 / 500000



#### Intercommunalités :

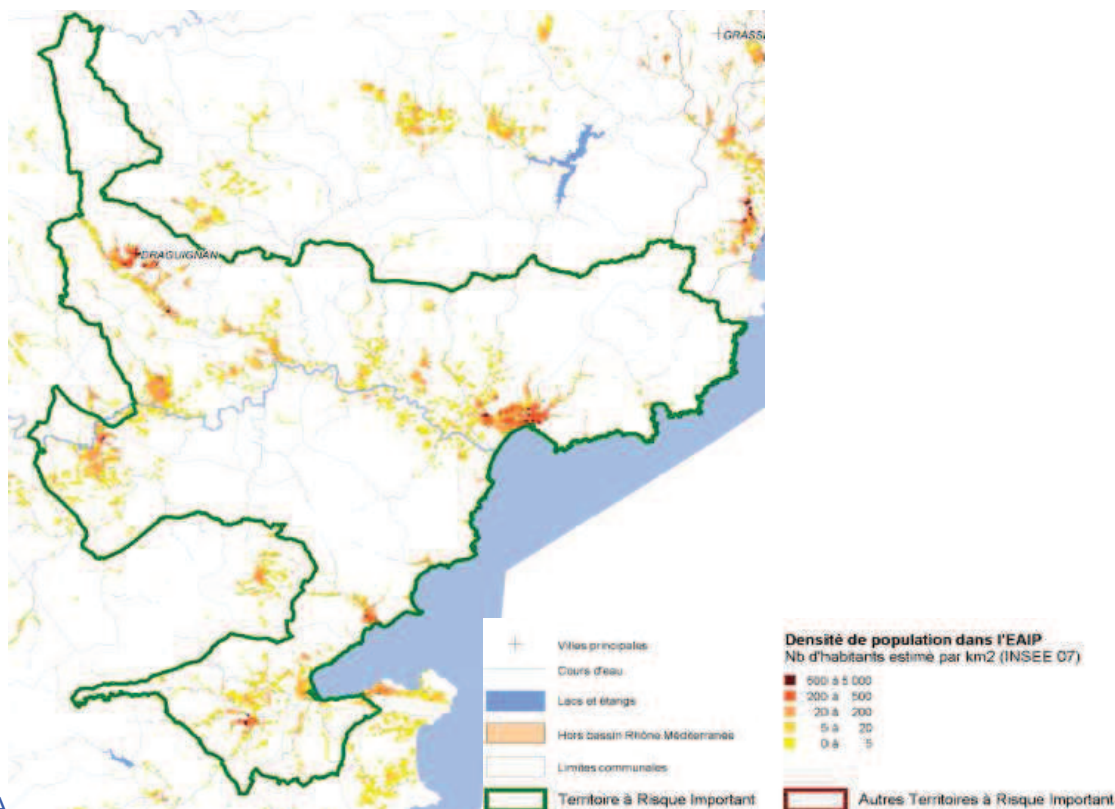
Communauté d'Agglomération Dracénoise (CAD), Communauté d'Agglomération Var Estérel Méditerranée (CAVEM), Communauté de Communes du Golfe de Saint-Tropez (CCGST)





## Caractéristiques du territoire

- Bassin de vie regroupant plus de 206 000 habitants
- Pression urbaine très forte : concentration de l'urbanisation sur le littoral notamment au niveau de Fréjus et Sainte-Maxime ainsi que sur le pôle urbain de Draguignan à l'intérieur des terres.
- Très forte affluence touristique estivale.



## Type d'aléa

**Débordements de cours d'eau** (crues rapides et crues éclair) pour l'Argens, la Nartuby, le Reyran, le système Vernède-Compassis, le Grand-Vallat, le Blavet, l'Agay, le Valescure, le Pédégal, le Préconil, la Giscle, le Bourrian et la Môle.

**Submersion marine**

**Ruissellement** : notamment sur la commune de Draguignan (*non cartographié dans les délais impartis*)

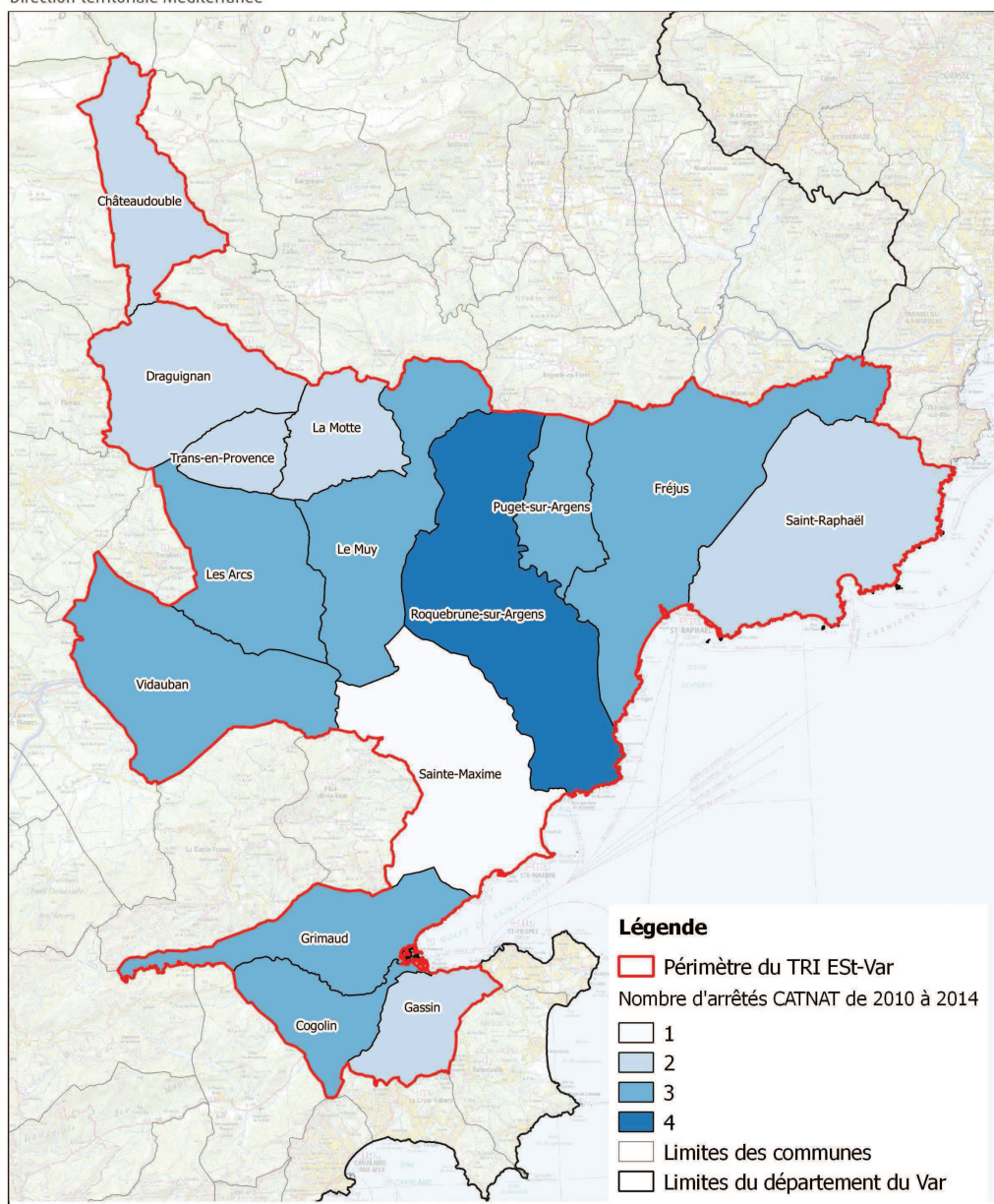


*Cours d'eau du TRI Est-Var (Extrait du rapport explicatif de la cartographie des surfaces inondables, DREAL PACA)*

## Principaux évènements récents

- Crues sur le bassin versant de l'Argens : décembre 2000, décembre 2006, décembre 2008, juin 2010, novembre 2011
- Crues sur le bassin versant du Préconil : septembre-octobre 2009, juin 2010
- Autres : bassin versant de la Giscle (sept-oct 2009, juin 2010, novembre 2011), bassin versant de la Môle (décembre 2008, novembre 2011), bassin versant Bourrian et Béliu (sept-oct 2009)





## Population et emplois exposés au risque

### Données issues de l'EPRI

Types de phénomènes	Population permanente en EAIP (nb d'habitants)	Part de la population permanente en EAIP	Emprise de l'habitat de plain-pieds en EAIP (en m²)
« Débordements de cours d'eau »	83 064	40,4%	677 645
« Submersions Marines »	16 638	8,1%	28 286

Types de phénomènes	Nombre d'emplois en EAIP	Part des emplois en EAIP	Surface bâtie en EAIP (en m²)
« Débordements de cours d'eau »	38 991	50,7%	6 574 609
« Submersions Marines »	4 564	5,9%	811 890

### Estimations issues de la cartographie du TRI

	Population permanente			Emplois		
	Crue fréquente	Crue moyenne	Crue extrême	Crue fréquente	Crue moyenne	Crue extrême
Débordements de cours d'eau	13484	25630	49651	4070	15129	28176
Submersions marines	269	5437 12952 (avec changement climatique)	21020	161	2129 5084 (avec changement climatique)	7196

## Démarches en cours en lien avec la politique de gestion des risques d'inondation

### Aménagement du territoire :

SCOT des cantons de Grimaud et de Saint-Tropez, SCOT Var Est, SCOT de la Dracénie.

### Gestion des milieux aquatiques :

Contrat de Rivière de la Nartuby, Contrat de rivière de la Giscle (2005-2010), second projet en cours avec élargissement au bassin versant du Bourrian et du Béliou.

### Prévention des risques d'inondation :

- **PPRI** : l'Etat a approuvé des Plans de Prévention des Risques d'Inondation sur l'ensemble des communes incluses dans le TRI
- **PAPI d'intention de l'Argens**, porté initialement par le Conseil Général du Var, labellisé en décembre 2012.  
Création récente (*arrêté du 3 février 2014 à effet différé au 1<sup>er</sup> septembre 2014*) d'une structure pérenne de gestion pour assurer la gouvernance nécessaire au portage de la démarche et y intégrer les objectifs de la directive inondation : Syndicat Mixte de l'Argens (61 communes et 4 EPCI)
- **PAPI d'intention Préconil** : labellisé en mai 2013, porté initialement par le Syndicat intercommunal d'Aménagement du Préconil, poussé et appuyé par l'Etat.  
Depuis mars 2013, l'aménagement et l'entretien des cours d'eau, dont le portage et l'animation du PAPI, sont inscrits dans les statuts de la communauté de communes du Golfe de Saint-Tropez.

## Principaux acteurs concernés par la gestion du risque d'inondation

- Les 15 communes du TRI
- Les 3 EPCI : CAD, CAVEM, CCGST
- Le CG du Var
- Syndicat Mixte de l'Argens
- Les différents gestionnaires des milieux aquatiques : Syndicat Intercommunal d'Amenagement du Preconil, Syndicat Intercommunal de la Giscle...

## Périmètre pressenti pour la SLGRI

Il est envisagé de ne définir qu'une seule stratégie locale de gestion des risques d'inondation (SLGRI) pour ce TRI. Le périmètre proposé est plus large que celui du TRI Est Var. Il constitue le périmètre enveloppe des périmètres : du PAPI Argens et du syndicat mixte Argens, de la Communauté d'Agglomération Var Esterel Méditerranée (CAVEM) et de la Communauté de Communes du Golfe de St Tropez.

### TRI EST-VAR



## Premiers éléments de SL inscrits au PGRI

Les objectifs proposés pour la stratégie locale du TRI Est Var sont répartis en 5 catégories établies en cohérence avec les grands objectifs du PGRI Rhône-Méditerranée :

### GO 1 : Mieux prendre en compte le risque dans l'aménagement et maîtriser le coût des dommages liés à l'inondation

- 1.1. Améliorer la prise en compte du risque d'inondation dans le SCOT de la communauté de communes du Golfe et veiller à une élaboration harmonisée des autres SCOT ainsi que dans les PLUs ;
- 1.2. Travailler à une doctrine commune pour la prise en compte du ruissellement dans la planification et la

pratique d'urbanisme ;

1.3. Élaborer ou réviser les schémas directeurs d'assainissement pluvial ;

1.4. Intégrer les réflexions de l'atelier national « Argens » dans la planification et les démarches opérationnelles d'aménagement du territoire ;

1.5. Poursuivre le programme de PPRI défini sur le périmètre de la SLGRI et harmoniser les pratiques ;

1.6. Travailler à l'élaboration de PPRL.

## **GO 2 : Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques**

2.1. Travailler plus avant à la préservation des espaces stratégiques des cours d'eau (zones d'expansion de crues et espaces de mobilité) et le retranscrire dans les documents d'urbanisme ;

2.2. Poursuivre globalement le travail de limitation des débordements (réduction de l'aléa) à l'aménagement des ZEC ;

2.3. Améliorer et intégrer la connaissance des enjeux environnementaux dans la conception des ouvrages et projets ;

2.4. S'organiser à différents niveaux pour mettre fin aux dépôts illicites en zone inondable.

## **GO 3 : Améliorer la résilience des territoires exposés**

3.1. Développer et accompagner les démarches d'amélioration de surveillance et d'alerte ;

3.2. Doter l'ensemble des communes de la stratégie du périmètre de DICRIM, PCS voire de PCS intercommunaux ;

3.3. Développer les diagnostics de vulnérabilité sur les ouvrages et les réseaux sensibles et stratégiques en matière de gestion de crise ;

3.4. Développer la connaissance et les actions de réduction de la vulnérabilité des enjeux touristiques ;

3.5. Capitaliser les diagnostics de vulnérabilité déjà réalisés sur ce territoire et accompagner la mise en œuvre des résultats de ces études ;

3.6. Mettre en œuvre une action phare d'accompagnement technique et financier pour la réduction de la vulnérabilité aux inondations des habitations sur les 14 communes couvertes par un PPRI approuvés suite aux inondations de juin 2010.

## **GO 4 : Organiser les acteurs et les compétences**

4.1. Veiller à une animation globale de la stratégie Est Var ;

4.2. Réfléchir à l'opportunité d'un SAGE Argens.

## **GO 5 : Développer la connaissance sur les phénomènes et les risques d'inondation**

5.1 Améliorer et harmoniser la connaissance de l'aléa et du risque de submersion marine ;

5.2 Veiller à disposer d'éléments de connaissance sur le risque de ruissellement ;

5.3 Identifier les sites stratégiques pour les repères de crues et réfléchir à des formats « nouvelles technologies » au-delà des actions déjà initiées dans le cadre du PAPI Argens ;

5.4 Développer l'utilisation des réseaux sociaux pour l'information préventive et la communication vers les populations en crise et post-crise ;

5.5 Développer l'information préventive à destination des populations touristiques ;

5.6 Concevoir et organiser une information communale régulière afin de développer la conscience des risques au sein de la population ;

5.7 Mobiliser le tissu associatif (associations environnementales, comités de quartier...) pour toucher et sensibiliser au plus près des citoyens sur le risque d'inondation.

### **Documents utiles**

Les différents documents relatifs à la mise en œuvre de la Directive Inondation sur le bassin Rhône-Méditerranée sont disponibles sur le site : <http://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/gestion/inondations/>



## Fiche synthétique de présentation du site témoin TRI ANGERS - VAL AUTHION- SAUMUR

### Périmètre du TRI

Le territoire « Angers – val d’Authion - Saumur » se décompose de trois secteurs aux caractéristiques topographiques et hydrauliques différentes :

- Le val d’Authion est un secteur endigué pouvant être submergé brutalement par surverse ou rupture des levées ou défaillances des clapets anti-retour. Il s’étend de Saint-Michel-sur-Loire aux Ponts-de-Cé (secteur 1 ci-dessous) ;
- Angers et les Basses Vallées Angevines sont des territoires pouvant être inondés par débordement lent de la Maine (secteur 2 ci-dessous) ;
- Le val de saint-Jean-de-la-croix se situe entre le bras principal de la Loire, à l’aval des Ponts-de-Cé et le Louet (bras secondaire en rive gauche de la Loire). Il est inondable par surverse de la levée du Louet (secteur 3 ci-dessous).

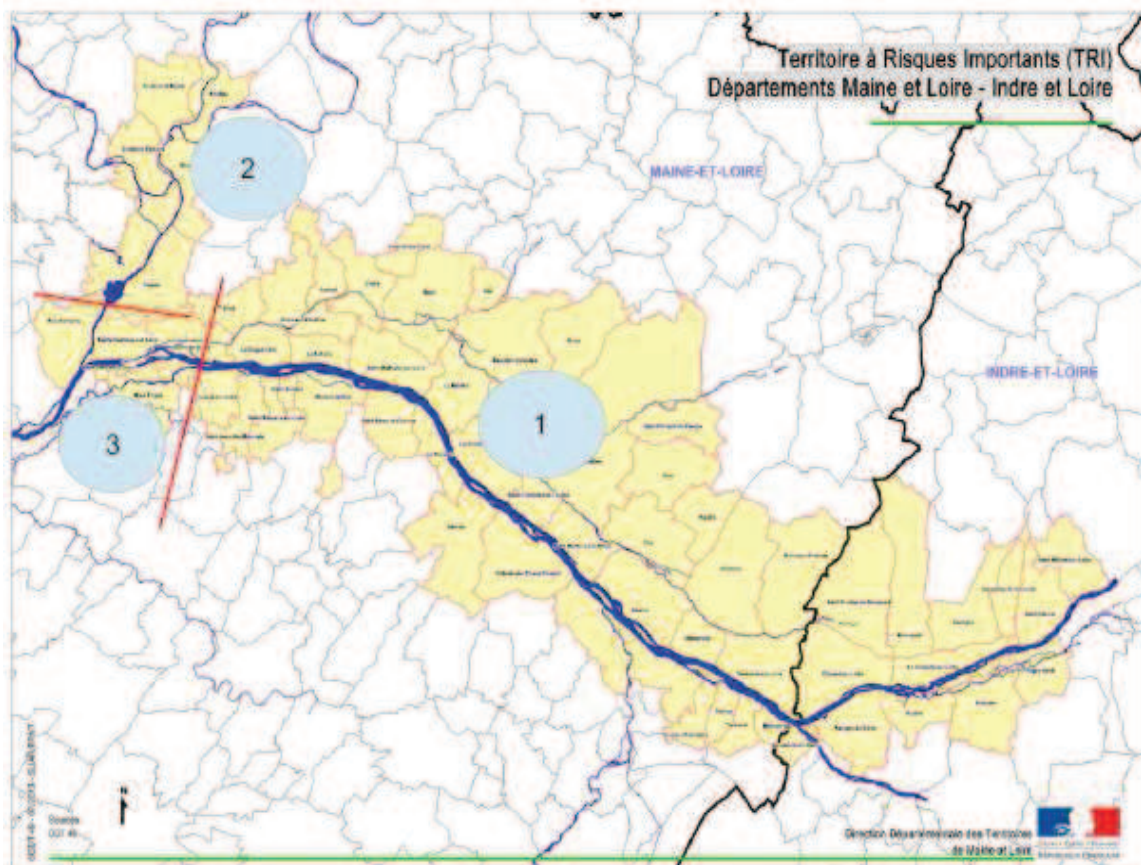


Illustration 1: Les 3 secteurs du TRI

### Communes :

Les communes concernées par la stratégie locales sont :

	Maine et Loire	Indre et Loire
Secteur 1 : Val Authion	Allonnes, Andard, Beaufort en Vallée, Blaison-Gohier, Blou, La Bohalle, Brain sur Allonnes, Brain sur l’Authion, Brion, Chénehutte-Trèves-Cunault, Corné,	Avoine, Bourgueil, Candes-Saint-Martin, La Chapelle sur Loire, Chouzé sur Loire, Huisme, Ingrandes de Touraine, Restigné, Rigny-Ussé, Saint Michel sur Loire, Saint



	Cornillé les Caves, La Daguenière, Gée, Gennes, Juigné sur Loire, Longué-Jumelles, Mazé, La Ménitrie, Montsoreau, Neuillé, Parnay, Les Ponts de Cé, Les Rosiers sur Loire, Saint Clément des Levées, Saint Jean des Mauvrets, Saint Martin de la Place, Saint Mathurin sur Loire, Saint Philbert du Peuple, Saint Rémy la Varenne, Saint Saturnin sur Loire, Saint Sulpice, Saumur, Souzay-Champigny, Le Thoureil, Trélazé, Turquant, Varenne sur Loire, Villebernier, Vivy	Nicolas de Bourgueil, Saint Patrice, Savigny en Veron
Secteur 2 : Angers-basses vallées angevines	Les Ponts de Cé, Mûrs-Erigné, Saint-Jean de la Croix, Sainte-Gemmes sur Loire, Bouchemaine, Angers, Ecoflant, Cantenay-Epinard, Briollay, Soulaire et Bourg et Cheffes	
Secteur 3 : Ponts de Cé, St Jean de la Croix		

### Intercommunalités :

Le TRI recoupe dix intercommunalités.

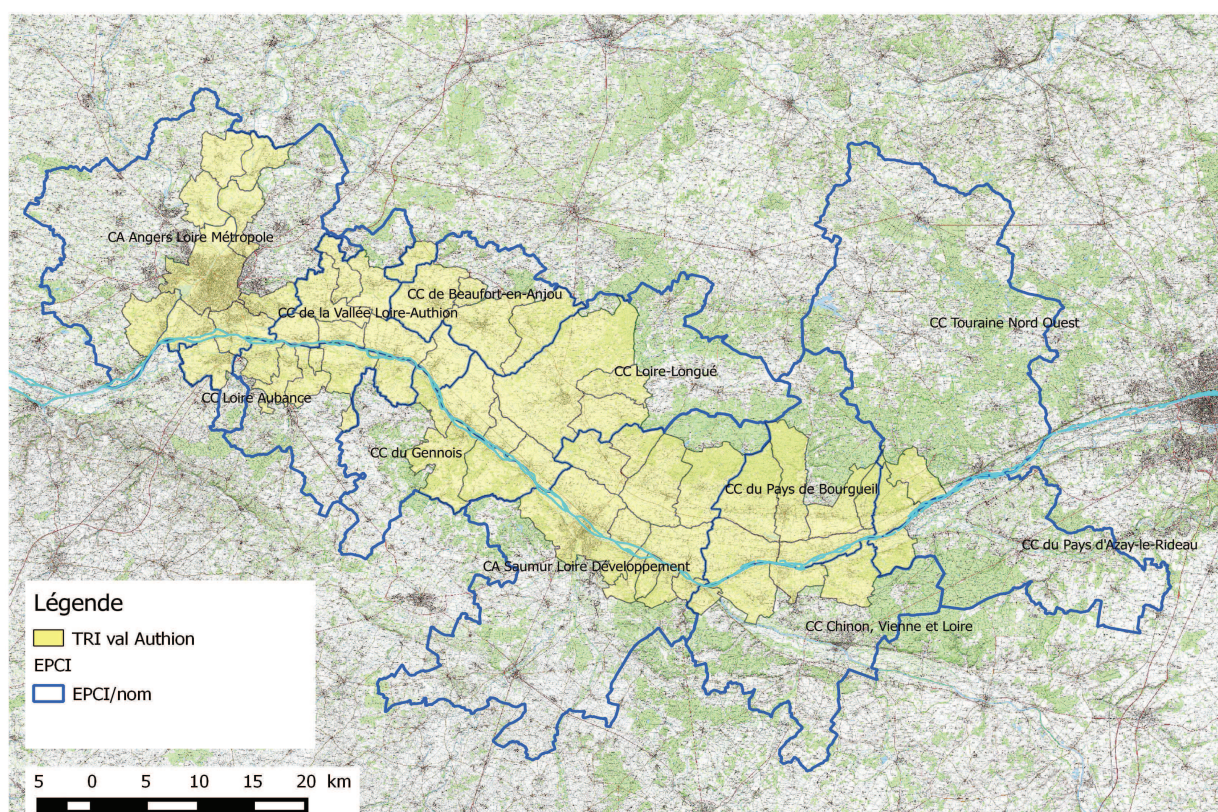


Illustration 2: Périmètre du TRI et des intercommunalités

## Caractéristiques du territoire

Les communes du TRI dépendent des aires urbaines d'Angers (30 communes), de Saumur (7 communes) et plus ponctuellement de celles de Tours, Bourgueil, Longué-Jumelles et de Chinon. Les autres communes sont multi-polarisées.

La pression urbaine est forte autour de l'agglomération d'Angers et dans une moindre mesure à Saumur ou Chinon et le long des infrastructures ferroviaires. Le reste du territoire est dans une configuration plus rurale. Le territoire présente une attractivité touristique liée au patrimoine historique.

Il est drainé par de grandes infrastructures routières (Autoroute A11, A87, A10) et ferroviaires.

Le val inondable est caractérisé par une proportion significative d'habitat à rez-de-chaussée.

## Type d'aléa

### Débordements de cours d'eau

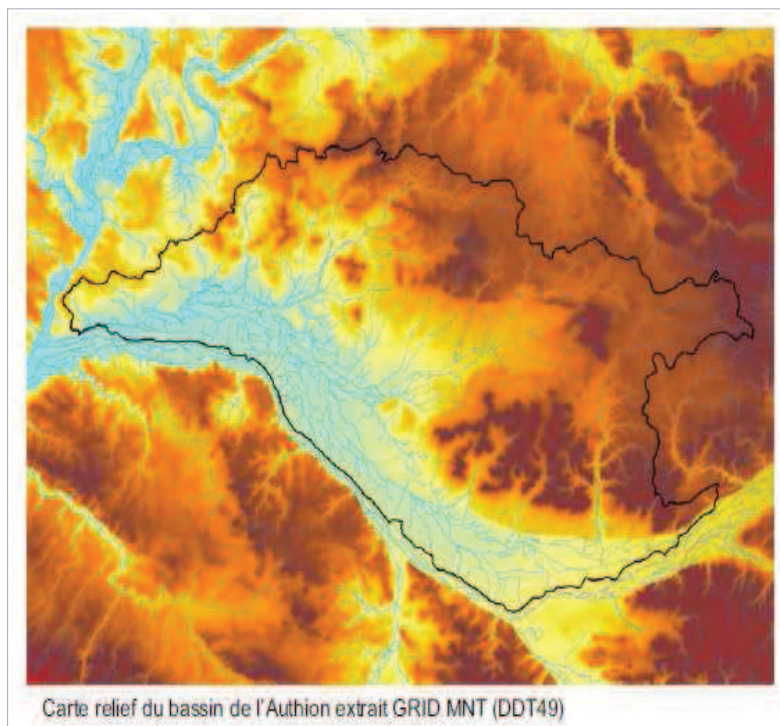
Il s'agit d'un aléa de débordement de cours d'eau, globalement à cinétique lente (même si certains affluents de la Maine peuvent avoir une réponse plus rapide).

### Submersion rapide :

Le val de l'Authion peut être exposé à des surverses ou des ruptures brutales des ouvrages de protection dont la hauteur varie de 3 à 6 m.

Le système de protection est complexe avec plusieurs réseaux de digue :

- Les digues de protection contre la Loire, constituées des levées de l'Authion et de la Belle Poule (linéaire total de 80,1 km), et en aval par la digue-route reliant Murs-Erigné à Angers.
- La rivière Authion partiellement endiguée avec des vannes qui permettent d'éviter la remontée des eaux de la Loire au niveau du pont de Bourguignon et une station de refoulement des eaux de l'Authion vers la Loire au niveau des Ponts-de-Cé.





## Principaux événements récents

- Pour la Loire : trois événements de référence d'occurrence voisine de 500 ans au bec d'Allier datent du XIX<sup>ème</sup> siècle (1846, 1856, 1866) et correspondent à une concomitance des crues de la Loire du Cher et de La Vienne. On retient également la crue de 1910 qui sert de référence pour les plans de prévention à l'aval des Ponts de Cé ou celle de 1982, dernière grande crue d'une intensité T50.
- Pour le bassin de La Maine, la crue de référence est celle de 1995.
- Le Thouet la crue de référence est celle de 1983.

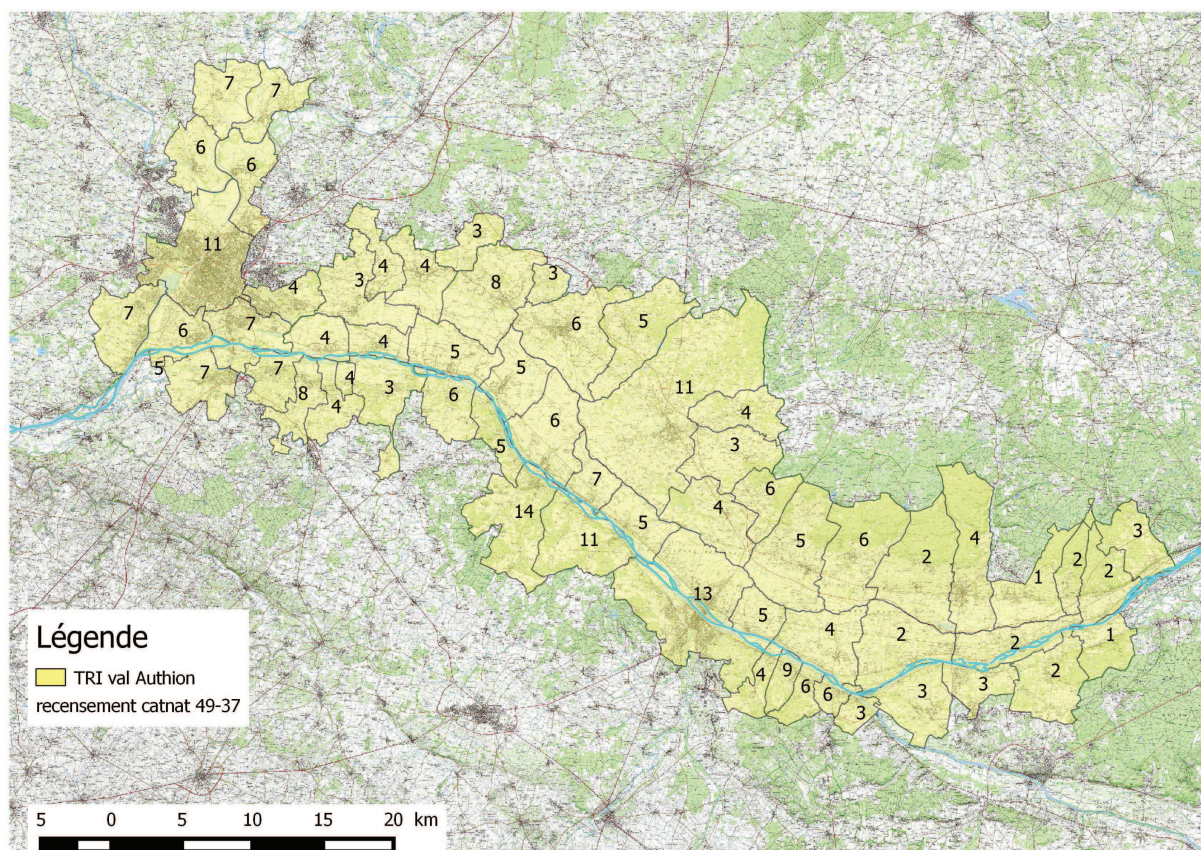


Illustration 3: source: Gaspar, nombre d'arrêts CATNAT, événements avec inondations

## Population et emplois exposés au risque

### Données issues de l'EPRI

L'évaluation préliminaire du risque d'inondation sur le bassin Loire-Bretagne a été réalisée en plusieurs sous-bassins et une synthèse est réalisée dans livre 1.

Le territoire retenu pour le TRI était inclus dans deux des sous-bassins :

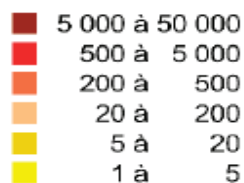
- la Loire moyenne qui s'étend vers l'aval jusqu'à la confluence avec la Vienne ;
- la Loire aval, de la confluence avec la Vienne jusqu'à l'estuaire.

L'analyse ne permet pas d'individualiser les résultats de données chiffrées par thématique au niveau de l'enveloppe approchée inondable.

Toutefois, sont présentées ci-dessous quelques extraits de cartes thématiques décrivant la situation de ce territoire.

### Densité de population

Nb habitants estimé par km<sup>2</sup>



Données : INSEE 2007, BD Cartho-IGN



### Population



■ Nb d'habitants dans l'EAIP

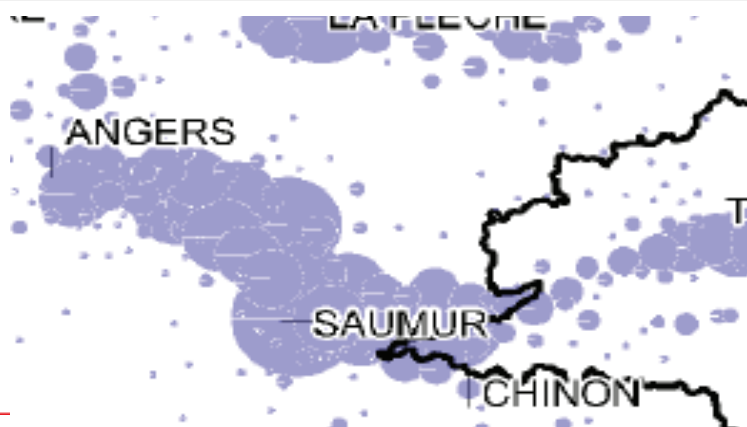


### Habitat de plain-pied



■ Surface en m<sup>2</sup>, dans l'EAIP

Données : BD Topo, BD Cartho-IGN



### Constructions

Surfaces en m<sup>2</sup>, dans l'EAIP



■ Bâtiments d'activité

■ Autres bâtiments





Une part importante de la population permanente et des activités est installée dans le val inondable ; la part de la population dans l'EAIP est supérieure à 80 % dans un nombre significatif de communes.

Type de phénomène	Population permanente	Emplois concernés
<b>Débordement de cours d'eau</b>	83 130	46 649

#### Estimations issues de la cartographie du TRI

TRI Angers-Val Authion-saumur	Habitants permanents en 2010	Taux d'habitants saisonniers	Scénario fréquent		Scénario moyen		Scénario extrême	
			Habitants permanents impactés	Nombre mini emplois impactés	Habitants permanents impactés	Nombre mini emplois impactés	Habitants permanents impactés	Nombre mini emplois impactés
<b>Ensemble des aléas</b>	<b>309842</b>	<b>0,1</b>	<b>3769</b>	<b>722</b>	<b>53979</b>	<b>28905</b>	<b>75175</b>	<b>39491</b>

<i>Actualisation DDT post TRI</i>			3886	1000	54058	32200	75094	49900
---------------------------------------	--	--	------	------	-------	-------	-------	-------

#### Démarches en cours en lien avec la politique de gestion des risques d'inondation

##### Aménagement du territoire :

Le périmètre du TRI est par ailleurs concerné par :

- 2 SCOT dans le Maine et Loire : SCOT du Pôle Métropolitain Loire-Angers, et le SCOT du Saumurois ;
- 2 SCOT dans l'Indre et Loire : SCOT du Chinonais (en cours) et SCOT nord-ouest de la Touraine.

##### Gestion des milieux aquatiques :

Les réflexions Gemapi sont en cours. Le territoire sera concerné par les dispositions relatives aux digues domaniales.

##### Prévention des risques d'inondation :

- **PPRI :**
  - Maine et Loire : 3 PPRI approuvés : Val d'Authion (en révision) ; PPR Val de Louet confluence Maine en révision et PPR confluence Maine ;
  - Indre et Loire : PPRI du val d'Authion, PPRI du val de Vienne, PPRI du Val de Bréhémou-Langeais
- Pas de PAPI
- Plan Loire Grandeur Nature qui est adossé au CPER.

#### Principaux acteurs concernés par la gestion du risque d'inondation

- Les communes du TRI ;
- Les 2 communautés d'agglomération et les 10 communautés de communes ;
- Les Conseils régionaux des régions Centre et Pays de la Loire ;
- Les Conseils départementaux du Maine et Loire et d'Indre et Loire ;
- L'entente interdépartementale de la vallée de l'Authion ;
- Le centre nucléaire de production d'électricité de Chinon ;



- L'association des inondés des 3 Rivières ;
- Les associations de sauvegarde de l'Anjou et de la Loire angevine ;
- Le syndicat mixte du bassin de l'Authion et de ses affluents ;
- L'Etablissement public Loire.

### Périmètre pressenti pour la SLGRI

Il est envisagé de ne définir qu'une seule stratégie locale de gestion des risques d'inondation (SLGRI) pour ce TRI, mais elle comprendra deux volets correspondant aux deux grandes problématiques hydrauliques en présence. Le périmètre proposé est celui du TRI étendu à une commune (Cheffe).

### Premiers éléments de SL inscrits au PGRI

Le PGRI du Bassin Loire-Bretagne comprend dans la version soumise à concertation en décembre 2014, douze dispositions générales applicables à toutes les stratégies :

Dispositions 3-3 : les stratégies locales de gestion des risques d'inondation (SLGRI) comportent un volet sur la réduction des dommages aux biens fréquemment inondés (intervention sur les biens, possibilités de réduction de l'aléa...).

Disposition 3-4 : les stratégies locales de gestion des risques d'inondation (SLGRI) comportent un volet sur la réduction de la vulnérabilité des services utiles à la gestion de crise situés dans la zone inondable, ainsi que de ceux nécessaires à la satisfaction des besoins prioritaires à la population. Parmi ces services, ceux assurés par des réseaux feront l'objet d'une analyse globale de leur vulnérabilité.

Dispositions 3-5 : les stratégies locales de gestion des risques d'inondation (SLGRI) comportent un volet sur la réduction de la vulnérabilité des services utiles à un retour à la normale rapide du territoire après une inondation, situés dans la zone inondable. Parmi ces services, ceux assurés par des réseaux feront l'objet d'une analyse globale de leur vulnérabilité.

Disposition 3-6 : les stratégies locales de gestion des risques d'inondation (SLGRI) comportent un volet sur la réduction de vulnérabilité des installations, équipements existants pouvant générer une pollution ou un danger pour la population.

Disposition 4-5 : les stratégies locales de gestion des risques d'inondation (SLGRI) rappellent les engagements pris par les maîtres d'ouvrages des digues à l'issue des études de danger, pour fiabiliser leurs ouvrages. Elles recherchent à unifier la maîtrise d'ouvrage et la gestion de ces ouvrages de protection pour une même zone cohérente protégée. Cette recherche sera réalisée dans le cadre de la compétence « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » créée par la loi pour la modernisation de l'action publique et l'affirmation des métropoles (Mapam), du 27 janvier 2014.

Disposition 5-2 : les stratégies locales de gestion des risques d'inondation intègrent un volet communication qui comprend *a minima* :

- une description du risque d'inondation et ses conséquences prévisibles à l'échelle du TRI ; les cartographies produites pour la mise en œuvre de la directive inondation y seront relayées ;
- l'expose des mesures de gestion prévues à l'échelle du TRI et notamment celles nécessitant une approche au-delà des limites communales ;
- pour les territoires protégés par des digues, un volet relatif au maintien de la mémoire du risque d'inondation

Disposition 6-2 : les stratégies locales de gestion des risques d'inondation (SLGRI) comportent un volet sur la mise en sécurité des populations et notamment sur les mesures à prendre pour la gestion de crise dans les zones protégées par des digues. Les communes d'un même territoire à risque d'inondation important coordonnent les plans d'évacuation des populations qu'elles pourraient être amenées à établir.

Disposition 6-3 : les stratégies locales de gestion des risques d'inondation (SLGRI) comportent un volet sur la vulnérabilité du patrimoine culturel et historique en zone inondable, et les mesures à prendre pour sa gestion en période de crise.

Disposition 6-4 : les stratégies locales de gestion des risques d'inondation (SLGRI) comportent un volet sur l'organisation et la valorisation des retours d'expérience faits après les inondations.

Disposition 6-5 : les stratégies locales de gestion des risques d'inondation (SLGRI) comportent un volet sur la continuité des activités des services utiles à la gestion crise, situés en zone inondable, ainsi que des services nécessaires à la satisfaction des besoins prioritaires à la population. Parmi ces services, ceux assurés par des réseaux feront l'objet d'une analyse globale de leur vulnérabilité.

Disposition 6-6 : les stratégies locales de gestion des risques d'inondation (SLGRI) comportent un volet sur la continuité d'activités et, si nécessaire, sur l'évacuation des établissements hospitaliers ou médicalisés situés en zone inondable.

Disposition 6-7 : les stratégies locales de gestion des risques d'inondation (SLGRI) comportent un volet sur la mise en sécurité et la reprise d'activité des services utiles au retour à une situation normale rapide du territoire, après une inondation, situés en zone inondable. Parmi ces services, ceux assurés par des réseaux feront l'objet d'une analyse globale de leur vulnérabilité ;

Par ailleurs, une des dispositions concerne particulièrement les vals endigués :

Disposition 2-4, prise en compte du risque de défaillance des digues ; les PPR approuvés après l'approbation du PGRI, les SCoT, ou en leur absence les PLU, dont les projets sont arrêtés après le 31 décembre 2016, prennent en compte le risque de défaillance des digues, ainsi que les zones de dissipation de l'énergie qui accompagnent la rupture des ouvrages, identifiées à partir de leurs études de dangers. À défaut d'information sur la zone de dissipation d'énergie, il est instauré à l'aplomb des digues, sur une largeur de 100 mètres par mètre de hauteur de digue pouvant être mise en charge, une zone où toute nouvelle construction à usage de logement ou d'activités économiques est interdite.

Le TRI retient pour le val d'Authion l'objectif de réduire la vulnérabilité en développant une approche globale du risque d'inondation des eaux du bassin de l'Authion en soulignant les dispositions suivantes :

- développer la culture et la connaissance des risques ;
- communiquer sur les risques, diagnostics d'entreprises ;
- aménager l'espace pour ralentir les écoulements ;
- inventaire, préservation et restauration du bocage ;
- inventaire, préservation et restauration des zones d'expansion ;
- mieux connaître pour mieux gérer les zones inondables.

## Documents utiles

Les différents documents relatifs à la mise en œuvre de la Directive Inondation sur le bassin Loire-bretagne sont disponibles sur le site : <http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr/la-directive-inondations-r329.html><http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr/la-directive-inondations-r329.html>

## Fiche synthétique de présentation du site témoin TRI Montauban-Moissac (Tarn-et-Garonne - Midi-Pyrénées)

### Périmètre du TRI

**Région :** Midi-Pyrénées

**Département :** Tarn-et-Garonne (82)

**Communes :** 15

Albefeuille-Lagarde, Barry-D'Islemade, Bressols, Castelsarrasin, Corbarieu, Labastide-du-Temple, Labastide-St-Pierre, Lafrançaise, Les Barthes, Lizac, Meuzac, Moissac, Montauban, Montbétou, Villemade

**Intercommunalités :** 5

- Communauté d'Agglomération Grand Montauban : (6/8) Albefeuille Lagarde / Bressols / Corbarieu / Montauban / Montbeton / Villemade
- Communauté de communes Terres de confluence : (3/6) Castelsarrasin / Lizac / Moissac
- Communauté de communes du Territoire Grisolles–Villebrumier : (1/13) Labastide Saint Pierre
- Communauté de communes des Terrasses et Plaines des Deux Cantons : (4/6) Barry d'Islemade / Labastide du temple / Les Barthes / Meuzac
- Communauté de communes du Sud Quercy de Lafrançaise : (1/7) Lafrançaise.

**Périmètre du TRI et EPCI :** voir Illustration 1 (contour noir)

### Caractéristiques du territoire

- Bassin de vie regroupant près de 23 000 habitants (cf Illustration 2)
- Pression urbaine forte pour les communes de Montauban et Moissac
- Territoire très rural hors des quelques zones urbaines, présentant de nombreuses zones naturelles agricoles touchées par le risque inondation et quelques communes rurales fortement impactées par le risque inondation dans le cœur urbanisé (les Barthes et Lizac)
- Moyenne affluente touristique estivale

### Type d'aléa

**Débordements de cours d'eau :** crue rapide de la rivière Tarn, avec influence de l'Aveyron

### Principaux évènements récents

- 2-3 mars 1930 : Crue historique du Tarn en Tarn-et-Garonne (crue nivale et méditerranéenne) qui a provoqué des dégâts considérables : 11,49m à Montauban(station Pont-Vieux) et 9,10m à Moissac, 210 morts et près 10 000 sinistrés, 120 morts pour la seule ville de Moissac, après la rupture des digues, 2769 maisons détruites dans le département 82
- crue de décembre 2003 (9m à Montauban) : crue (épisode pluvieux cévenole) la plus forte de ces 15 dernières années où de nombreuses informations sont disponibles (laisses de crues et zones inondées sur le secteur d'étude).
- Autres crues entre 1930 et 2003 (hauteur maximale atteinte) : février 1952 : 7,13m à Moissac, décembre 1981 : 7,35m à Montauban, novembre 1982 : 9,3 à Montauban, décembre 1996 : 9,50m à Montauban

## Population et emplois exposés au risque

### Données issues de l'EPRI

Types de phénomènes	Population permanente en EAIP <sup>1</sup> (nb d'habitants)	Part de la population permanente en EAIP (TRI)	Part de la population en EAIP rapportée au bassin AG	Population totale du TRI (nb d'hab.)
« Débordements de cours d'eau »	22 482	22,90 %	1,80 %	98 150

Types de phénomènes	Nombre d'emplois en EAIP	Part des emplois en EAIP rapportée au bassin AG
« Débordements de cours d'eau »	18 318	3,90 %

### Estimations issues de la cartographie du TRI

	Population permanente			Emplois		
	Scénario fréquent	Scénario moyen	Scénario extrême	Scénario fréquent	Scénario moyen	Scénario extrême
Débordement de cours d'eau	1215	13238	17081	582	8494	11761

## Démarches en cours en lien avec la politique de gestion des risques d'inondation

### Aménagement du territoire :

SCOT de Montauban

SCOT des Trois-Provinces Languedoc-Quercy-Gascogne (Moissac) : en cours d'élaboration.

### Gestion des milieux aquatiques :

SAGE : vallée de Garonne : périmètre approuvé en septembre 2007, diagnostic validé par la CLE en juillet 2015

Aucun syndicat mixte de rivière n'existe sur la partie amont du Tarn en Tarn-et-Garonne. Le SMRT (syndicat mixte de la rivière Tarn) concerne principalement le département du Tarn et ne concerne aucune commune du Tarn-et-Garonne

### Prévention des risques d'inondation :

- **PPRI** : l'Etat a approuvé des Plans de Prévention des Risques d'Inondation sur l'ensemble des communes incluses dans le TRI (PPRI bassin du Tarn 1999, PPRI bassin de l'Aveyron 1998, PPRO bassin de la Garonne amont 1999)
- **PAPI d'intention du Grand Montauban**, porté par la communauté d'agglomération du Grand Montauban, le PAPI d'intention a été rejeté lors de sa demande de labellisation

### **Principaux acteurs concernés par la gestion du risque d'inondation**

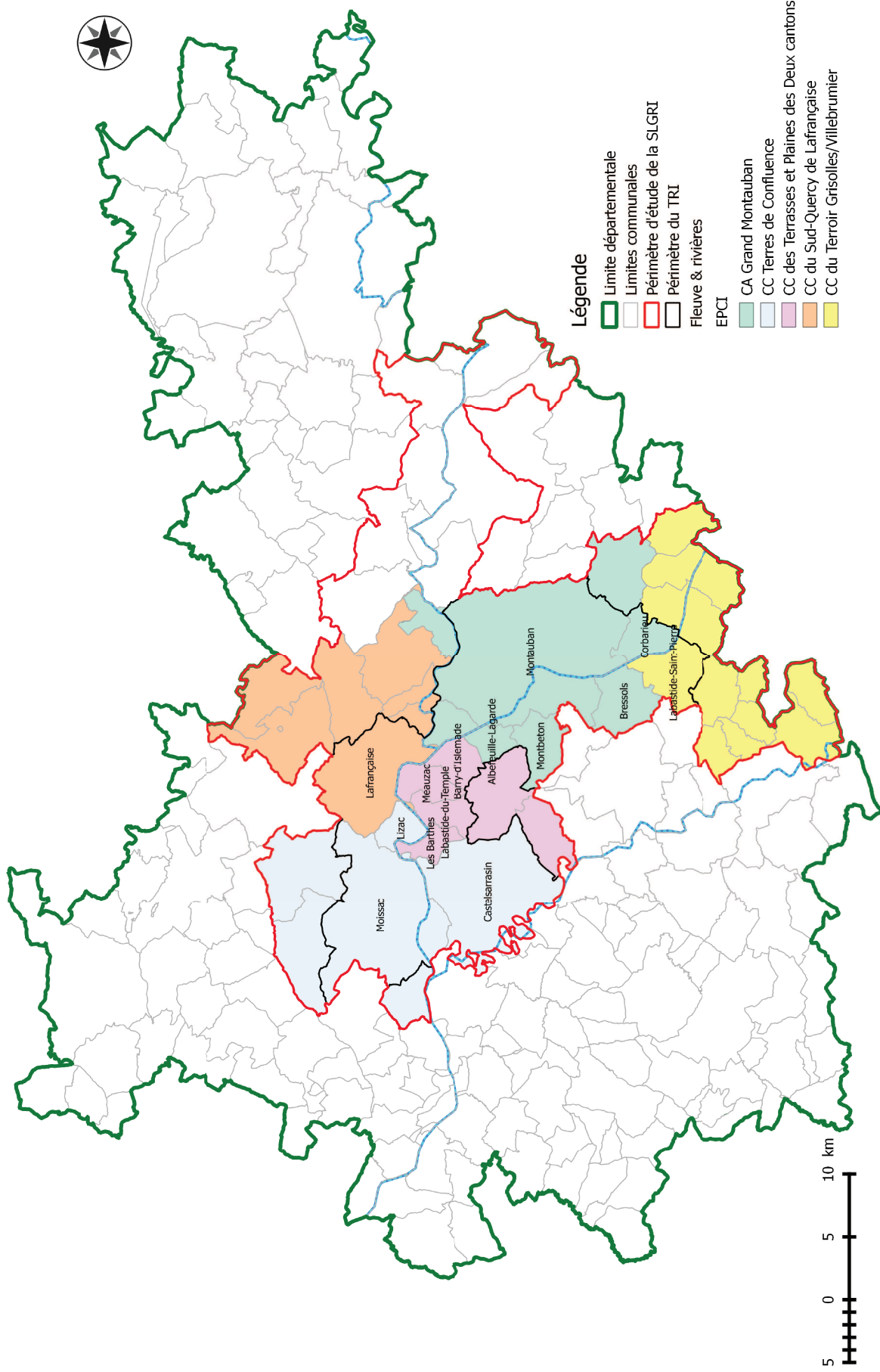
- Les 15 communes du TRI
- Les 5 EPCI : mais évolution à venir avec la loi Notre

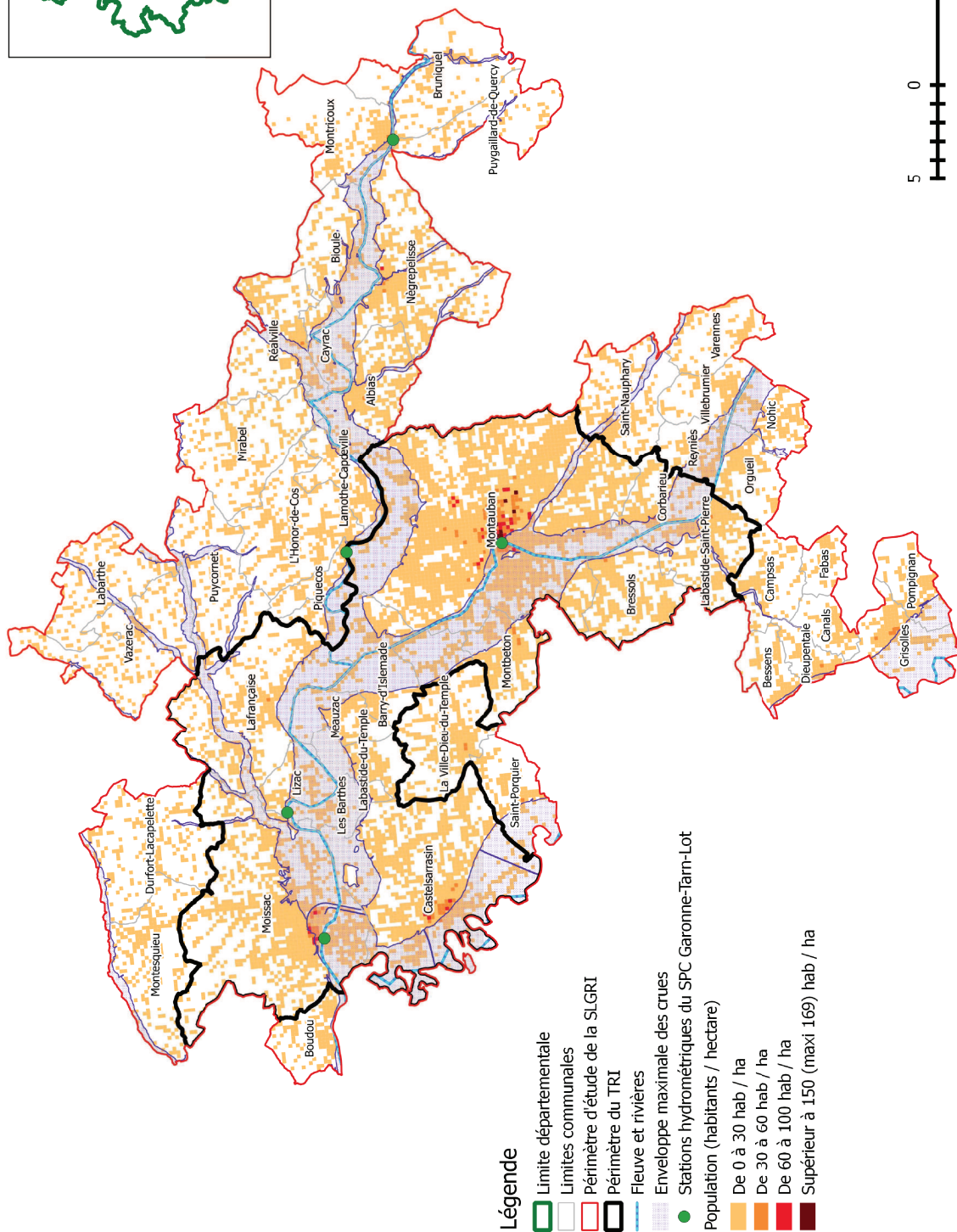
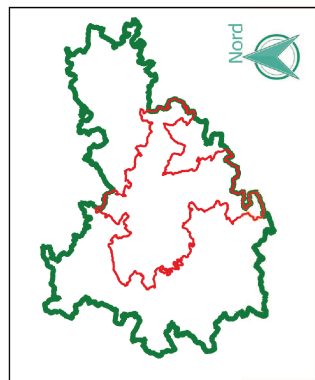
Aucun porteur de projet n'ayant été pour le moment (2015) pressenti et déclaré, la phase préliminaire à la SLGRI de diagnostic est portée par le Préfet et la DDT82 et confiée au Cerema DTer SO. La DDT82 espère pouvoir faire émaner un porteur de projet après finalisation du diagnostic.

### **Périmètre pressenti pour la SLGRI**

Il est envisagé de ne définir qu'une seule stratégie locale de gestion des risques d'inondation (SLGRI) pour ce TRI. Le périmètre proposé par le Cerema est plus large que celui du TRI et encore en cours d'élaboration.







Etat des lieux et diagnostic du risque inondation sur le Territoire à Risque important d'inondation Montauban / Moissac

Carte 2: Répartition de la densité de la population et enveloppe maximale des crues

Source des données : DDT 82 & DREAL Midi-Pyrénées

Fond cartographique numérique : BD Cartho® IGN®

Réalisation : CEREMA DTR/SO/DLB [CD]  
Groupe Eau Risques et Environnement

Date : 26/08/2015  
Échelle : 1/25 000 au format A3

Illustration 2: Périmètre provisoire de la SLGRI et périmètre du TRI : surface inondable et densité de population

Connaissance et prévention des risques - Développement des infrastructures - Énergie et climat - Gestion du patrimoine d'infrastructures  
Impacts sur la santé - Mobilités et transports - Territoires durables et ressources naturelles - Ville et bâtiments durables

Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement

Direction Territoriale Méditerranée - Pôle d'activités 30 Avenue Albert Einstein - CS 70499 - 13593 AIX-EN-PROVENCE Cedex 3 - Tél : +33 (0)4 42 24 76 76

Siège : Cité des Mobilités - 25, avenue François Mitterrand - CS 92 803 - F-69674 Bron Cedex - Tél : +33 (0)4 72 14 30 30 - [www.cerema.fr](http://www.cerema.fr)